

# SYNTHÈSE DOCUMENTAIRE

## Iran

*Mai 2021*

Centre de documentation de l'École militaire — CDEM

1 place Joffre

75007 PARIS

[www.dems.defense.gouv.fr/cdem](http://www.dems.defense.gouv.fr/cdem)

## SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
CARTE .....	4
1   DONNÉES GÉNÉRALES .....	5
2   UNE SPHÈRE POLITIQUE ET SOCIALE QUI BAT AU RYTHME DU CHIISME DUODECIMAIN.....	6
2.1 Entre aspirations démocratiques et autoritarisme, un régime qui s'enfonce dans l'isolement .....	6
L'Iran, une théocratie.....	6
Le système politique de la République islamique d'Iran.....	6
La situation économique, une menace sérieuse pour la stabilité du régime .....	8
Un régime autoritaire en proie à des mouvements récurrents de contestation.....	9
2.2 Poids de la religion chiite et autonomisation de la société civile .....	10
Chiisme et société iranienne : quelle place pour la religion aujourd'hui ? .....	10
Une jeune génération aux aspirations nouvelles .....	11
3   UNE ÉCONOMIE RENTIÈRE TRÈS AFFECTÉE PAR LES SANCTIONS INTERNATIONALES .....	13
3.1 Le pétrole iranien : un enjeu de pouvoir.....	13
3.2 Les autres secteurs d'activité de l'économie iranienne .....	13
3.3 Le poids du clientélisme, de la corruption et de l'économie informelle.....	14
4   INDUSTRIE DE DÉFENSE ET ARMEMENT.....	16
4.1 Quel complexe militaro-industriel pour la République islamique d'Iran ? .....	16
4.2 Une capacité de missiles en progrès .....	17
Un arsenal diversifié .....	17
Le recours aux aides extérieures .....	20
4.3 Une force de frappe nucléaire difficile à apprécier .....	21
Histoire du nucléaire en Iran.....	21
Le défi de la militarisation du nucléaire iranien et les risques d'escalade .....	22
4.4 L'usage et la détention d'armes chimiques en Iran .....	23
5   POLITIQUE DE DÉFENSE, FORCES ARMÉES ET RENSEIGNEMENT .....	24
5.1 L'armée iranienne : une armée bicéphale.....	24
L'armée régulière iranienne (Artesh).....	24
Le Corps des Gardiens de la Révolution (IRGC ou Sepah).....	25
Les Bassijis .....	26

5.2 Doctrine et stratégie militaire de la République islamique d'Iran .....	26
Commandement et contrôle militaires nationaux .....	26
Doctrine de dissuasion et stratégie militaire .....	27
Approches du conflit moderne en Iran.....	28
5.3 Le ministère de la Défense et de la logistique des forces armées (MDLFA) .....	30
5.4 Les services de renseignement iraniens : un acteur redoutable de la sécurité intérieure et extérieure .....	32
Organisation et missions du Vevak.....	32
Personnel et services du Vevak.....	33
Les services de renseignement du Corps des Gardiens de la Révolution .....	34
6   LES FONDAMENTAUX DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE .....	35
6.1 Iran – États-Unis : de l'entente à l'hostilité résolue .....	35
6.2 La Russie et la Chine, des partenaires de choix pour l'Iran .....	37
Iran – Russie : véritable alliance ou compétition régionale ? .....	38
Iran – Chine : une coopération précieuse.....	39
6.3 La République islamique et ses voisins .....	41
L'Irak, un voisin en reconstruction.....	42
L'Arabie saoudite, le grand rival sunnite.....	43
Israël, le « Petit Satan » .....	44
Le Hezbollah au Liban, un allié précieux dans la région.....	45
La Turquie, allié ou concurrent ? .....	45
7   CONCLUSION : 2021, ANNÉE CRUCIALE ? .....	47



# CARTE



# 1 | DONNÉES GÉNÉRALES<sup>1</sup>

## Géographie

Nom officiel : République islamique d'Iran

Création : proclamation de la République islamique d'Iran le 1<sup>er</sup> avril 1979 par Khomeini

Capitale : Téhéran

Villes principales : Machhad, Ispahan, Karaj, Tabriz

Superficie : 1 648 195 km<sup>2</sup> (18<sup>e</sup> rang mondial)

Monnaie : Rial (1 euro = 50,658 rials au 30/04/2021)

## Démographie

Population (2020) : 85,8 millions (17<sup>e</sup> rang mondial) / France : 67,8 millions (21<sup>e</sup> rang mondial)

Taux de croissance démographique (2020) : 1,03 % / an

Pyramide des âges (2018) : 0-14 ans : 24,2 % ; 15-64 ans : 70,3 % ; 65 ans et plus : 5,4 %

Âge médian (2020) : 31,7 ans / France : 41,7 ans

Indice de développement humain : 0,798 (60<sup>e</sup> rang mondial) / France : 0,901 (24<sup>e</sup> rang mondial)

Langue officielle : Persan (farsi)

Ethnies : Persans, Azéris, Kurdes, Lors, Bakhtiaris, Baloutches, Arméniens, Turkmènes, Kachkaïs

Religions : Islam (99,4 %), minorités (zoroastrisme, judaïsme, christianisme, bahaïsme)

## Économie

PIB : 333,6 milliards \$ (prévisions 2019-2020) / France : 2 925,252 milliards \$ (2018)

Dette publique (2017) : 14,2 % du PIB / France : 98,1 % du PIB

Taux de croissance du PIB (2020 ; prév. 2021) : + 1,5 % ; + 2,5 % / France : - 8,2 % ; + 5,8 %

Taux de chômage (2019/2020) : 13,9 % selon le FMI / France : 8,1 % (2019-2020)

Population vivant sous le seuil de pauvreté : 18,7 % (2007) / France : 14,8 % (2020)

Indice de corruption : 26 (146<sup>e</sup> rang mondial) / France : 69 (23<sup>e</sup> rang mondial)

Balance des transactions courantes : + 3,5 % du PIB (2017/18) / France : -0,7 % du PIB.

Exportations de biens : (2020) : 41,4 milliards \$ (-7,1 %) / France : 428,1 milliards € (-15,9 %).

## Défense

Dépenses militaires (2020) : 2,20 % du PIB / France : 1,86 % du PIB

Budget défense (2020) : 17,428 milliards \$ / France : 55,1 milliards \$

Effectifs forces d'active (2020) : 610 000 hommes / France : 203 250

- Terre : 350 000 / France : 114 700
- Marine : 18 000 / France 34 700
- Aviation : 15 000 + 37 000 / 40 450
- Corps des gardiens de la Révolution : *circa* 190 000

Effectifs réservistes : 350 000 / France : 41 050.

<sup>1</sup> Sources : FMI (avril 2021), Banque mondiale, *CIA World Factbook 2020*, *Military Balance+* et *Military Balance 2021*

## 2 | UNE SPHÈRE POLITIQUE ET SOCIALE QUI BAT AU RYTHME DU CHIISME DUODECIMAIN

### 2.1 Entre aspirations démocratiques et autoritarisme, un régime qui s'enfonce dans l'isolement

#### L'Iran, une théocratie

Depuis 1979, le chiisme duodécimain occupe une place prépondérante dans la vie politique nationale. Issue d'un schisme provoqué dans les premiers temps de l'islam, au VII<sup>e</sup> siècle, cette minorité islamique reconnaît comme légitimes successeurs du Prophète une lignée continue de douze imams messianiques issus de la descendance mâle d'Ali, gendre de Mohammad et 4<sup>e</sup> calife. Si le chiisme duodécimain rassemble actuellement environ 10 % des musulmans de par le monde, il est en revanche majoritaire en Iran, en Irak, à Bahreïn et au Liban.

Le système iranien peut être qualifié non seulement de théocratique, mais aussi de bicéphale en ce sens que la Constitution stipule que « *la République islamique est un système basé sur la foi* », et que « *les affaires du pays doivent être conduites avec l'appui de l'opinion publique, par la voie d'élections ou par consultation référendaire* ». **Au nom du principe théologico-politique du *velâyat-e faqîh*<sup>2</sup>**, l'ayatollah Khomeini a procédé à une révolution doctrinale, politique et institutionnelle dans le chiisme en étendant les compétences des savants juristes à la sphère du gouvernement. **Le pouvoir religieux et le pouvoir politique sont confondus dans un même système homogène, avec une primauté du religieux sur le politique.**

#### Le système politique de la République islamique d'Iran

Selon Jonathan Piron, historien et spécialiste de l'Iran pour le centre de recherche Étopia à Bruxelles, la République islamique d'Iran est un « *mélange entre institutions autoritaires et éléments républicains* ». Son système politique se compose de structures républicaines, élues au suffrage universel, mais elles sont verrouillées par des structures autoritaires, notamment la figure du Guide suprême<sup>3</sup>.

De fait, **le Guide suprême est le véritable chef de l'État iranien**. Élu à vie par l'Assemblée des experts (88 membres élus pour 8 ans), il contrôle l'armée, la police, la télévision et la radio d'État. Il désigne le chef de la justice ainsi que les 31 membres du Conseil de discernement, il choisit également une partie du Conseil des Gardiens de la Révolution. Le Guide suprême est donc une figure centrale du régime iranien, toujours directement ou indirectement au cœur de la vie politique du pays. Depuis 1989, c'est Ali Khamenei qui occupe ce poste, à la demande de son prédécesseur Khomeini.

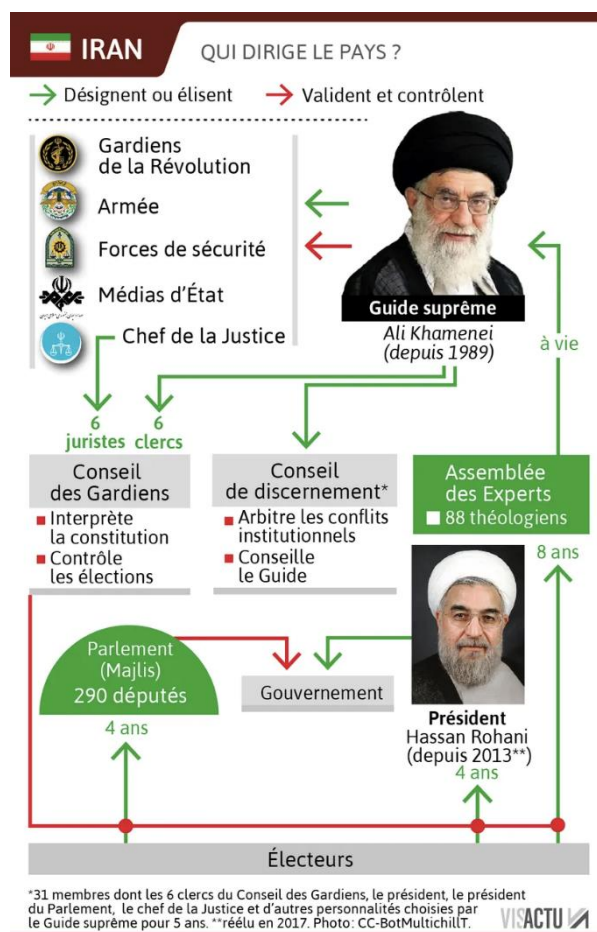
<sup>2</sup> Le *faqîh*, situé au-dessus des organes de l'État, est le savant-juriste ou jurisconsulte spécialiste de *fiqh* (droit religieux).

<sup>3</sup> « En Iran, les institutions aux mains d'un seul homme », *France Culture*, consulté le 15/01/2020 :

<https://www.franceculture.fr/geopolitique/en-iran-les-institutions-aux-mains-dun-seul-homme> .



Par ailleurs, les élections organisées pour désigner l'Assemblée des experts, le Parlement et le président de la République islamique sont très contrôlées par le Guide suprême et le pouvoir politique. Ainsi, tout candidat doit présenter sa candidature au Conseil des Gardiens de la Révolution, chargé de veiller à sa conformité.



Le pouvoir législatif iranien exerce un pouvoir parallèle à celui du Guide suprême. **Le Parlement iranien est monocaméral**, constitué de 290 membres élus pour quatre ans au suffrage universel, les onzièmes élections législatives s'étant déroulées en février 2020 dans un contexte d'abstention massive. Cinq sièges de députés sont réservés aux minorités<sup>4</sup>. Le Parlement vote les lois, ratifie les traités internationaux (article 77), approuve les déclarations d'urgence (guerre), examine et vote le budget ; il peut également révoquer les ministres présentés par le président et a la faculté de convoquer ce dernier si un tiers des députés récuse sa politique (article 86) : il existe donc une sorte de procédure d'*impeachment* iranienne. L'actuel président du Parlement est Mohammad Bagher Ghalibaf<sup>5</sup>.

**Le président de la République** islamique d'Iran, après validation par le Conseil des Gardiens de la Révolution, est élu par la population pour un mandat de 4 ans, renouvelable une fois.

<sup>4</sup> 2 sièges pour les Arméniens, 1 pour les chrétiens-assyriens, 1 pour les Juifs, un dernier pour les zoroastriens.

<sup>5</sup> Ghalibaf est un militaire, soldat de la guerre Iran-Irak (1980-1988), qui a fait partie des Gardiens de la révolution auxquels il doit son ascension et il a été chef de la police de Téhéran, explique Azadeh Kian, sociologue, spécialiste du Moyen-Orient et chercheuse à l'université de Paris dans COUPLEUTRE Marie-Aimée, « Mohammad Ghalibaf en piste pour la présidentielle iranienne de 2021 », *La Croix*, 29/05/2020.

Depuis 2013, le titulaire de cette charge est Hassan Rohani, qui ne pourra donc pas se représenter en juin 2021 à l'issue de ses deux mandats. Sa marge de manœuvre est en définitive assez restreinte, limitée en dernier ressort au bon vouloir du Guide suprême, puisque « *le Président est responsable sans être le seul décisionnaire, alors que le Guide n'est pas responsable devant le peuple (sa légitimité est divine), tout en étant le principal décisionnaire* »<sup>6</sup>. **La prochaine présidentielle aura lieu le 18 juin 2021 et pourrait, selon plusieurs observateurs, s'inscrire dans un contexte de militarisation de la présidence iranienne.** La course à la présidence est en effet marquée par l'influence grandissante des membres du Corps des Gardiens de la Révolution islamique, dans la perspective plus large de la préparation de l'ère post-Khamenei par les différentes factions conservatrices<sup>7</sup>.

Fait trop méconnu des décideurs occidentaux pour Camille Verleuw, « *la République islamique a poussé à l'extrême l'élitisme de ses dirigeants* », à travers des conditions d'éligibilité aux fonctions parlementaires ou gouvernementales exigeantes, en particulier en matière de formation supérieure, et la création de la Fondation nationale des élites<sup>8</sup> en 2005.

### La situation économique, une menace sérieuse pour la stabilité du régime

**D'avantage qu'à une opposition entre réformateurs et conservateurs souvent mise en avant, nombre d'observateurs<sup>9</sup> constatent que la politique intérieure iranienne est étroitement liée à l'évolution de la situation économique du pays.** Si la présidence de Rafsandjani (1989-1997) a permis une ouverture sur le monde et offert des tentatives de réconciliation nationale après la Révolution, les réformes progressistes se trouvèrent rapidement bloquées lors du mandat de son successeur Khatami (1997-2005). À partir de 2005, la politique intérieure iranienne a suivi un tournant populiste : le président Ahmadinejad, conscient des problèmes sociaux qui affectaient son pays, promit une hausse des salaires et une éradication de la pauvreté, la fin du chômage, ainsi qu'une lutte active contre la corruption qui gangrène le pays depuis les années 1990. Malgré ses promesses, le pays sombra dans une crise économique et sociale accentuée par les sanctions internationales contre le programme nucléaire iranien, tandis qu'Ahmadinejad se trouva rapidement mêlé à des affaires de corruption. C'est sa réélection contestée qui avait suscité le Mouvement vert de 2009, révolte populaire ayant ébranlé le pouvoir théocratique, qui fut écrasée sans retenue.

Dans un contexte économique et social tendu, l'arrivée au pouvoir en 2013 du réformateur Rohani laissa entrevoir aux Iraniens l'ouverture d'une nouvelle ère, symbolisée en 2015 par la signature de l'accord de Vienne sur le nucléaire conclu entre l'Iran et le 5+1 (membres permanents du Conseil de sécurité + Allemagne). Cependant, alors que le Guide suprême Ali Khamenei continuait pour sa part de considérer que tous les problèmes auxquels fait face l'Iran proviennent des influences étrangères et sont fomentés par les ennemis de l'islam ou les soutiens de l'impérialisme américain, le gouvernement annonçait l'entrée du pays dans une « *économie de résistance* », en signe de fermeture au reste du monde globalisé. Le projet de relance impulsé par Hassan Rohani se révèle finalement un échec aux répercussions dramatiques pour la population. En 2018, alors que le régime ne parvient plus à apporter de réponse aux besoins et aspirations des Iraniens, Donald Trump annonce le retrait des États-Unis de

<sup>6</sup> RAMSES 2019. *Les chocs du futur*, 2020 (p. 149)

<sup>7</sup> « Qui pour succéder à Rohani ? », *L'Orient-Le Jour*, 18/03/2021. Disponible sur : <https://www.lorientlejour.com/article/1255733/qui-pour-succeder-a-rohani-.html>

<sup>8</sup> « Iran 2015 : qui gouverne à Téhéran (et comment) ? », *Sécurité globale*, n° 1, nouvelle série, mai 2015.

<sup>9</sup> NAHAVANDI, Firouzeh. *Iran*, 3e éd., De Boeck supérieur, 2020



l'accord de Vienne puis, en 2019, un embargo total sur le pétrole iranien, ce qui accentue les tensions internes au pouvoir politique iranien.

**Selon la théorie de la pression maximale privilégiée par Donald Trump, les sanctions sont utilisées comme un outil susceptible de fragiliser le régime, de sorte à ce que les Iraniens sortent dans la rue et contestent le pouvoir en place**, persuadés d'être maltraités par ce dernier. De surcroît, le principe d'extraterritorialité des lois américaines interdit de fait à des entreprises étrangères développant une activité commerciale en dollars hors des États-Unis de poursuivre leurs liens économiques avec l'Iran<sup>10</sup>. Pour François Géré, face à la stratégie de « *regime change* » mise en œuvre en 2018 par Donald Trump, « *militaires et civils se retrouvent assez largement sur une approche pragmatique et une évaluation réaliste du rapport de forces* ». À ses yeux, « *la société iranienne, loin de se fracturer, et donc de valider la stratégie de l'administration Trump, pourrait au contraire s'apprêter à faire une démonstration d'unité nationale*<sup>11</sup> » compte tenu de la vigueur du nationalisme iranien.

Il semble que le retrait des États-Unis de l'accord de Vienne ait renforcé la position des conservateurs iraniens qui soutenaient que le pays ne pouvait faire confiance à l'Occident en matière de négociations et qu'il ne pouvait pour cette raison exister de relations réciproques entre les deux parties. La chute du PIB de 9 % en un an à la suite de l'embargo total sur le pétrole iranien décrété par les États-Unis explique en partie l'intensité de la contestation populaire de novembre 2019, d'autant que les mesures prises pour endiguer la crise économique (contrôle des prix à la consommation, hausse des taux d'intérêts, limitation du retrait de liquidités...) ont provoqué un **mécontentement populaire général, aggravé par l'impuissance de Rohani à faire face aux sanctions internationales, à garantir la prospérité aux Iraniens et à contenir la prépondérance du Corps des Gardiens de la Révolution dans l'économie**. Cette déception populaire a également affaibli le camp des libéraux et réformistes, et une partie de la population iranienne semble convaincue que le pays se trouve dans une phase de blocage, sans véritable perspective de changement social.

### Un régime autoritaire en proie à des mouvements récurrents de contestation

À la cristallisation des tensions depuis le Mouvement vert de 2009, qu'il s'agisse des frondes de 2016 ou 2017, s'ajoutent un manque de légitimité populaire du régime et une répression violente des revendications sociales. Pour Farhad Khosrokhavar, il existe une fragilité croissante du régime islamique : « *Le pouvoir théocratique n'a plus de légitimité chez de très nombreuses couches de la société. Il vit de la rente pétrolière et de sa clientèle, dans une société qui cherche à se mobiliser mais n'a pas encore de dirigeant crédible ni d'idées mobilisatrices qui fassent l'unanimité*<sup>12</sup> ».

Des mobilisations plus sectorielles sont à nouveau survenues en 2019-2020, rassemblant différents corps de métiers affectés par la paupérisation du pays qui ont, à cette occasion, dénoncé pêle-mêle des conditions de vie déplorables, une offre d'électricité défailante ou une politique étrangère peu soucieuse du bien-être des Iraniens. Auparavant, en novembre 2019, la protestation populaire qui avait

<sup>10</sup> Rapport de la mission d'information, commune avec la commission des finances, sur l'extraterritorialité de la législation américaine, octobre 2016, [https://www2.assemblee-nationale.fr/14/missions-d-information/missions-d-information-communes/mission-d-information-commune-sur-l-extraterritorialite-de-la-legislation-americaine/\(block\)/RapportsInfoParlementairesInstance](https://www2.assemblee-nationale.fr/14/missions-d-information/missions-d-information-communes/mission-d-information-commune-sur-l-extraterritorialite-de-la-legislation-americaine/(block)/RapportsInfoParlementairesInstance).

<sup>11</sup> GÉRÉ, François. « L'Iran devant l'épreuve de vérité », *Orient stratégiques*, n° 7, 2018

<sup>12</sup> KHOSROKHAVAR, Farhad. « L'Iran et la délégitimation du pouvoir ». *Orient stratégiques*, n° 7, 2018.

explosé à Téhéran à l'occasion de l'augmentation du prix des carburants fut violemment réprimée par **un régime sur la défensive, avant tout préoccupé à maintenir le système plutôt qu'à prendre en compte les préoccupations de la population**

**De nombreux organes de contrôle et de répression veillent à maintenir un encadrement moral, social et politique strict de la population** et à prévenir les tentatives de soulèvement<sup>13</sup>. Parmi eux, les *Bassijis* (force de mobilisation de la résistance), véritables auxiliaires d'une police des mœurs créée en 1979. Très présents dans les universités parmi les étudiants, ils s'attachent à faire respecter au quotidien les préceptes islamiques au moyen d'un quadrillage du territoire et se composent d'unités spéciales anti-émeutes, dont le nombre est difficile à estimer. Le *Vevak*, ministère des Renseignements et de la sécurité, compte parmi ses nombreuses missions la traque des opposants au régime (principalement les membres de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple OMPI, mais aussi des militants royalistes, kurdes, arabes, baloutches...). Le *Vevak* est placé sous l'autorité du Conseil suprême de la Sécurité Nationale (CSSN) et rend des comptes au Guide suprême, l'ayatollah Khamenei. Son chef doit obligatoirement être un religieux et « *détenir un degré dans l'ijihad, c'est-à-dire la capacité à interpréter le Coran et les paroles du Prophète et de ses imams* ».

Malgré les épisodes successifs de répression violente et les nombreuses atteintes aux droits de l'homme qui sévissent en Iran, **il n'existe pas pour autant de front uni contre le gouvernement.**

## 2.2 Poids de la religion chiite et autonomisation de la société civile

### Chiisme et société iranienne : quelle place pour la religion aujourd'hui ?

**Il est difficile de dissocier identité iranienne et religion chiite.** En Iran, 89 % de la population serait de confession musulmane chiite. De fait, le chiisme est religion d'État en Iran depuis le XVI<sup>e</sup> siècle et la primauté de l'islam touche tous les secteurs de la société. L'apostasie est toujours punie de mort, tandis que les non-musulmans ne peuvent pas accéder à certains postes politiques ou militaires, ne peuvent exercer de fonction dans la magistrature, ni faire partie des services de sécurité ou être directeurs d'écoles publiques. Toutes les autres minorités religieuses, qu'elles soient reconnues officiellement (chrétiens, juifs, et zoroastriens) ou non (minorité sabéenne, bahais...), ainsi que les athées sont écartés ou discriminés, voire réprimés. La victoire de Rohani en 2013 ne semble pas avoir réellement amélioré les droits civiques de ces minorités religieuses pour lesquelles, selon l'Observatoire de la liberté religieuse<sup>14</sup>, la situation se serait au contraire détériorée, en particulier pour les bahais, les chrétiens et les sunnites, le code pénal islamique justifiant à cet égard de graves violations des droits de l'Homme.

Il convient toutefois de noter que la société iranienne est plurielle (élites laïques, non-pratiquants, intellectuels réticents au régime théocratique, diasporas...) et que l'adhésion massive à la pratique religieuse populaire peut aussi relever d'une sorte de nostalgie du chiisme pré-Khomeini, selon un ressort plus culturel que strictement religieux. Si la religion demeure incontestablement un élément

<sup>13</sup> AMIN, Mohammad. « De l'inextricable contradiction entre politique et économie en Iran », in COLCOMBET, François (dir.). *Où va l'Iran ?*, Editions Autrement, 2017.

<sup>14</sup> Fiche pays Iran in <https://www.liberte-religieuse.org/iran/>.

central de la formation de la nation et de l'identité iraniennes, c'est aujourd'hui davantage un chiisme populaire et nationalisé qui en constitue le ciment. Les efforts du pouvoir pour récupérer cette dévotion populaire au service de la République islamique ne sont pas toujours couronnés de succès, et **l'image d'un pays figé dans une révolution théocratique serait réductrice**. L'Iran fait plutôt figure d'une terre complexe, où la société réinvente et se réapproprie les codes imposés par la religion. Ainsi, dans les centres urbains, un fossé s'est peu à peu creusé entre un clergé autoritaire et politisé depuis des dizaines d'années et les aspirations des classes moyennes et supérieures ou encore des jeunes en quête d'ouverture et de liberté. Ce clergé serait même devenu un « *establishment* impopulaire »<sup>15</sup> aux yeux d'une société moderne et libérale qui tend à se séculariser. À partir des années 1990-2000, certains penseurs iraniens de la « nouvelle théologie »<sup>16</sup>, qui interrogent le cadre épistémologique à l'origine de la pensée juridico-politique étatique, ont même amorcé un véritable questionnement de la place de la religion. Au-delà du contrôle social exercé par le pouvoir et de la vulgate khomeiniste enseignée depuis 1979, « *on observe un phénomène social original de sécularisation paradoxale face à une politique du religieux par le haut, on retrouve une volonté populaire (par le bas) de séparation du religieux et du politique* »<sup>17</sup>. Cependant, aucun penseur n'envisage de séparer complètement religion et politique, **il s'agit seulement d'accorder une nouvelle place à la religion dans la sphère politique**. Pour Alireza Khoddami, « *force est de constater que le religieux constitue toujours un trait essentiel de l'identité de la majeure partie des Iraniens, même s'il tend à se disperser et se diffracter au gré des changements accélérés de la société* »<sup>18</sup>.

### Une jeune génération aux aspirations nouvelles

**La population de l'Iran est jeune** : deux tiers des habitants ont moins de 40 ans<sup>19</sup> et n'ont donc pas vécu la Révolution islamique ni la naissance du régime actuel, dont de plus en plus de jeunes n'hésitent d'ailleurs pas à critiquer les interdits. Cette nouvelle génération s'est construite dans un environnement socio-démographique très différent de celui de la génération d'avant la Révolution de 1979<sup>20</sup> : elle atteint globalement un niveau de scolarisation plus élevé, avec près de 15 années passées dans l'enseignement<sup>21</sup>, tandis que la cohabitation des jeunes avec leurs parents dure aussi plus longtemps compte tenu de l'âge plus tardif du premier mariage. Avec cet allongement structurel de la durée de la « jeunesse » en elle-même, la composition de la société iranienne se rapproche du modèle occidental, ce qui contribue à modifier les relations intergénérationnelles, marquées par davantage de dialogue, voire de conflit, que de simple obéissance ou soumission à l'ordre établi. De fait, cette jeunesse nouvelle entre souvent en contradiction avec le discours normatif et conservateur du régime et ses aspirations modernistes, notamment exprimées à travers les réseaux sociaux, la poussent à protester contre l'ordre moral et absolutiste de la République islamique<sup>22</sup>. **Les jeunes sont devenus de réels acteurs du changement sociétal en Iran, occupant peu à peu un rôle politique grandissant qui menace l'ordre conservateur et rigoriste des ayatollahs.**

<sup>15</sup> « Poids et influence du chiisme en Iran », *Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 37, février-mars 2017.

<sup>16</sup> ZAHIRI, Eva. « Religion et pouvoir politique en Iran contemporain », *Confluences Méditerranée*, vol. 113, n° 2, 2020, p. 53-62.

<sup>17</sup> THERME, Clément. « Atlas. Le Moyen-Orient en 2019 : Iran », *Moyen-Orient*, n° 43, juillet-septembre 2019.

<sup>18</sup> KHODDAMI, Alireza. Quelques transformations des modes de subjectivité religieuse chez les nouvelles générations en Iran », *Orients stratégiques*, n° 7, 2018.

<sup>19</sup> NAHAVANDI, Firouzeh. *Iran*, De Boeck supérieur, 2020.

<sup>20</sup> LADIER-FOULADI, Marie. « La nouvelle jeunesse iranienne : principale protagoniste du changement », *Espace populations sociétés*, 2011/2, p. 291-303.

<sup>21</sup> Human Development Report, 2018.

<sup>22</sup> CHELLY, Aurélie. *Iran, autopsie du chiisme politique*, Paris, Cerf, 2017.

La condition féminine occupe par exemple une place centrale pour la jeunesse en quête de modernité, d'émancipation et de progrès. Une amélioration du statut des femmes (dévoilement, droit de vote et d'éligibilité, loi de protection de la famille) s'était produite sous l'ancien régime des Reza Shah, l'avènement de la République islamique marquant au contraire une régression importante de la condition féminine depuis les années 1980. Soumises à l'autorité religieuse et au patriarcat, elles subissent de nouvelles ségrégations et interdictions : abolition de la loi de protection de la famille, rétablissement du droit des hommes au divorce et à la polygamie, interdiction d'exercer des fonctions de juge, d'assister à certains cours à l'université. En 2012, une loi sur la population et l'exaltation de la famille est adoptée, qui permet de contrôler la baisse des naissances mais aussi de rendre plus difficile l'accès des femmes à l'emploi. Cette loi complique également les procédures de divorce et réduit le recours à la contraception. De fait, **si la Constitution de la République islamique d'Iran accorde l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, elle place surtout cette égalité sous la tutelle de la religion, et par conséquent institue une inégalité systémique.** Paradoxalement, l'enfermement des femmes dans un carcan patriarcal et religieux aura permis la naissance de mouvements féministes plus traditionnels, ou même dans le cadre du régime avec l'Association des femmes de la Révolution islamique notamment. C'est après leur participation active à la guerre contre l'Irak que les femmes iraniennes ont vu leur rôle grandir dans la sphère politique (création de la Fondation du conseil culturel et social des femmes, amendement de la loi sur le divorce, introduction d'une plus grande souplesse pour le travail des femmes et accès à certains emplois). Surtout, sous la présidence de Khatami, l'effectif et le budget du nouveau centre des Affaires de la participation des femmes ont augmenté sensiblement, même si la condition des femmes en Iran ne change pas fondamentalement.

Parallèlement, des dénonciations de la violation des droits de l'Homme interviennent en Iran comme depuis l'extérieur. Selon Amnesty International (2017-2018) et Human Rights Watch (2019), la République islamique d'Iran serait l'un des pays qui les respecterait le moins, avec des condamnations à mort de mineurs, des exécutions publiques, des condamnations à des traitements dégradants (flagellation, restrictions de libertés), des arrestations d'opposants, la détention de prisonniers politiques et d'intellectuels binationaux (comme Fariba Adelkhah, détenue depuis le 5 juin 2019). Par ailleurs, les lois iraniennes étant basées sur une interprétation de la charia, l'homosexualité et les relations sexuelles hors mariage sont interdites, l'adultère est puni de lapidation.

Enfin, **la question écologique émerge** dans les revendications des mouvements de protestation, qui n'hésitent plus à accuser les *Pasdaran* d'être au cœur d'une catastrophe écologique régionale dans le Sud du pays (construction de digues et de ponts qui causent des inondations et sécheresses dans certaines zones rurales agricoles) et soulèvent les questions de la pollution ou des pénuries d'eau par exemple. L'urgence écologique iranienne ne trouve toutefois aucun écho significatif auprès des autorités ni des populations directement affectées, car les sanctions américaines pèsent considérablement sur l'économie.



### 3 | UNE ÉCONOMIE RENTIÈRE TRÈS AFFECTÉE PAR LES SANCTIONS INTERNATIONALES

#### 3.1 Le pétrole iranien : un enjeu de pouvoir

**La République islamique d'Iran s'appuie sur une économie rentière, très dépendante du pétrole.**

Les problèmes actuels de l'économie iranienne sont majoritairement liés à l'importante baisse des exportations de pétrole, une ressource essentielle pour un pays dont 50 % des recettes d'exportations proviennent directement ou indirectement du pétrole. L'Iran détient la quatrième réserve mondiale de pétrole et la deuxième de gaz derrière la Russie (15,8 % du total mondial), il est aussi un membre actif et fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). En son sein, alors que l'Iran plaide pour un prix du baril élevé, afin de compenser les sanctions internationales et l'absence d'investissements étrangers, l'Arabie saoudite se contente pour sa part d'un prix moyen car elle possède 25 % des réserves mondiales. Si Téhéran a su profiter de l'envolée du cours du pétrole en 2011, la découverte de son programme nucléaire en 2012 a marqué le début des sanctions économiques, avec des conséquences ravageuses pour l'industrie pétrolière iranienne dont les niveaux de production et d'exportation ont atteint des niveaux extraordinairement bas : en 2005, l'Iran exportait 4 millions de barils de pétrole brut/jour ; entre 2017 et la fin 2020, les exportations pétrolières sont tombées de 2,6 millions de barils à moins de 300 000 barils par jour. Encore ne peut-il pas exploiter totalement les revenus issus de cette ressource, les tentatives de privatisations et d'ouverture aux investissements étrangers étant freinées par les tensions et les sanctions internationales. En effet, les sanctions affectent non seulement le secteur pétrolier (capacités de production futures et investissements), mais aussi le secteur bancaire (circuits de financement et coût des transactions) ou encore le secteur des transports (commerce).

**Le caractère exogène de l'économie iranienne la rend particulièrement sensible à des facteurs externes comme les sanctions internationales et la COVID-19.** Si l'accord de Vienne avait offert un premier espoir d'amélioration de la situation économique après des années d'embargo, la situation ne s'est pas durablement améliorée en Iran, comme en témoignèrent les manifestations de protestation récurrentes entre 2017 à 2019. En effet, avant même la pandémie de la Covid-19, l'inflation iranienne était d'environ 41 % en 2019, la monnaie iranienne ayant perdu 75 % de sa valeur et le PIB ayant chuté de 5,4 % en 2018 puis de 7,6 % en 2019 selon le FMI et la Banque mondiale. Avec l'Inde, l'Iran est le pays le plus touché par le Covid-19 dans la région Asie/Moyen-Orient. Le poids des sanctions américaines et l'impact de la Covid-19 ont entraîné une troisième année consécutive de récession, égale à 5 % en 2020, alors que le pays ne dispose pas de moyens suffisants pour relancer son économie<sup>23</sup>.

#### 3.2 Les autres secteurs d'activité de l'économie iranienne

<sup>23</sup> « Iran/EU : vers un apaisement des tensions avec Joe Biden au pouvoir ? », entretien avec Thierry Coville, *IRIS*, 20 janvier 2021.

Disponible sur : <https://www.iris-france.org/153534-iran-etats-unis-vers-un-apaisement-des-tensions-avec-joe-biden-au-pouvoir/> [Consulté le 15/04/2021].

L'agriculture iranienne occupe encore une place significative, représentant 9,6 % du PIB ; si la productivité de ce secteur demeure assez faible, les différents climats en Iran permettent une diversification de l'agriculture nationale : céréales, riz, thé, coton, fruits, pavot, *etc.* L'artisanat joue également un rôle économique et social central : le textile est le deuxième secteur le plus important après le pétrole, et constitue une des activités exportatrices du pays qui contribue de façon substantielle aux revenus des familles rurales. Le secteur industriel concourt au PIB à hauteur de 35,3 %. Les principales industries sont le ciment, l'armement, les industries minières, la métallurgie, la préparation industrielle d'aliments, le raffinage du sucre, les produits pétrochimiques, les matériaux de construction, l'agroalimentaire et l'automobile.

Enfin, le secteur tertiaire représente environ 55 % du produit intérieur brut. Le tourisme se développe peu à peu dans le pays, offrant la perspective d'une ouverture au monde et d'une diversification de l'économie nationale. Le commerce d'organes, qui fait partie intégrante de l'économie formelle, tend à se développer de plus en plus en raison de la pauvreté extrême qui pousse des milliers de jeunes à vendre leurs organes (reins, moelle osseuse...) ; ce système est d'ailleurs subventionné par des agences gouvernementales spécialisées, qui mettent en relation des donneurs et receveurs et encadrent le marché.

Afin de répondre à ses besoins militaires, l'Iran s'est doté d'une infrastructure de défense nationale à même de concevoir et de produire de nombreuses catégories de systèmes d'armes, d'entretenir des systèmes vieillissants, de moderniser des plates-formes d'ancienne génération et de faire de la rétro-ingénierie. **A ce jour, le complexe militaro-industriel iranien intervient sur la production de presque tous les types de matériel militaire**, y compris les missiles balistiques et de croisière, les radars, les véhicules blindés, les drones, les navires de guerre et sous-marins, les armes légères, munitions et matériels de communication<sup>24</sup>. **Le pays demeure néanmoins dépendant des fournisseurs étrangers, en particulier pour les composants et matériaux clés**, et subit les conséquences négatives des sanctions qui, depuis leur instauration, visent tout particulièrement les technologies militaires.

### 3.3 Le poids du clientélisme, de la corruption et de l'économie informelle

Depuis la vague de nationalisations qui a suivi la révolution de 1979, **l'économie de l'Iran est largement dominée par le secteur public, assez inefficace et souvent gangrené par la corruption**. Le rapport 2019 de Transparency International classe d'ailleurs l'Iran à la 146<sup>e</sup> place sur 180 en termes de corruption. En effet, les ressources de la rente pétrolière sont distribuées aux élites, qui constituent des groupes d'influence et bénéficient de privilèges économiques. Ainsi, les détenteurs de pouvoir contrôlent à la fois les richesses et les licences d'activités. D'après une étude de la Fondation d'études pour le Moyen-Orient de Paris<sup>25</sup>, ce sont ainsi **quatorze organisations militaires ou fondations pieuses (*bonyads*) qui jouent un rôle crucial dans l'économie iranienne et influencent la politique**

<sup>24</sup> DEFENSE INTELLIGENCE AGENCY. *Iran Military Power. Ensuring Regime Survival and Securing Regional Dominance*, 2019, p. 84. Disponible sur : [https://www.dia.mil/Portals/27/Documents/News/Military%20Power%20Publications/Iran\\_Military\\_Power\\_LR.pdf](https://www.dia.mil/Portals/27/Documents/News/Military%20Power%20Publications/Iran_Military_Power_LR.pdf) [Consulté le 19/04/2021]

<sup>25</sup> AMIN, Mohammad. *Une économie sous l'emprise du Guide suprême*, rapport d'étude de la FEMO, 2016. Consulté le 15/02/2021 : <https://www.fondationfemo.com/en/une-economie-sous-l-emprise-du-guide-supreme-l-evolution-de-leconomie-politique-en-iran/>.

**économique du pays**, à telle enseigne que la Fondation des déshérités est le deuxième grand groupe économique du pays. « *Elles illustrent l'enrichissement illicite des élites islamiques et leur corruption particulièrement élevée* », analyse en écho Jean-Pierre Vettovaglia<sup>26</sup>.

Depuis la Révolution, l'économie informelle, pour laquelle le code du travail ne s'applique pas, s'est étendue. Le nombre de petites entreprises et manufactures non recensées, qui échappent au contrôle du ministère du Travail, a augmenté et une large partie de la population y participe (chauffeurs, contrebande, cuisiniers, tisserands, coiffeurs...).

---

<sup>26</sup> VETTOVAGLIA, Jean-Pierre. « Le Meilleur des mondes iranien : histoires de fragilité », *Orients stratégiques*, n° 7, 2018.

## 4 | INDUSTRIE DE DÉFENSE ET ARMEMENT

### 4.1 Quel complexe militaro-industriel pour la République islamique d'Iran ?

La révolution de 1979 a fait perdre à l'Iran une grande partie de ses forces conventionnelles tandis que la puissance militaire iranienne a été grandement affectée par la longue guerre contre l'Irak, ainsi que par l'embargo auquel le pays est soumis aujourd'hui encore. Pour garantir malgré tout un système de sécurité et dissimuler ses faiblesses face aux menaces extérieures, Téhéran a fait appel à de nombreuses milices et à des acteurs non-étatiques et, dès 1988, les achats d'armes ont repris (Corée du Nord, Chine, Syrie, Russie, France, Italie). Le pays tente de se doter d'une industrie militaire nationale et, depuis 2006, l'Iran commence à produire des aéronefs, des blindés, des missiles balistiques et des systèmes guidés. Il s'est notamment beaucoup appuyé sur la réplique de matériels étrangers et le commerce de pièces détachées. Cependant, **malgré d'indéniables réussites sectorielles lui conférant un pouvoir de dissuasion redouté dans la région, la BITD de la République islamique manque encore des capacités industrielles et technologiques pour produire de manière autonome les systèmes d'armes les plus sophistiqués**<sup>27</sup>.

Aujourd'hui, l'Iran se revendique autosuffisant dans les trois corps d'armée traditionnels et dans le domaine spatial et cyber. Les dirigeants iraniens sont toutefois conscients que pour bâtir un complexe militaro-industriel avancé, le pays doit encore acquérir des systèmes d'armes qu'il ne sait pas produire par lui-même, notamment en raison des restrictions imposées par la communauté internationale. De ce point de vue, la Chine et la Russie s'avèrent des partenaires précieux, permettant à l'Iran de mettre l'accent, dans le développement de son « *économie de résistance* », sur l'autosuffisance dans des secteurs stratégiques clés comme le domaine militaire ou le domaine scientifique<sup>28</sup>.

**Aujourd'hui, le complexe militaro-industriel iranien repose sur plusieurs organisations majeures, qui sont toutes des filiales du ministère iranien de la Défense, à l'exception de l'ISA (Agence spatiale iranienne), qui opère sous la juridiction du ministère des Technologies de l'information et de la communication et se trouve en charge du double usage du programme spatial iranien (notamment les lance-roquettes et les satellites) :**

- Les industries iraniennes de l'électronique (SA Iran) sont spécialisées dans le domaine électronique, dans les technologies de l'information, des communications et les satellites.
- La DIO (Organisation des industries de défense) produit pour l'armée iranienne un grand nombre de tanks, véhicules blindés et de transport de troupes, missiles, sous-marins...
- L'IAIO (Organisation des industries de l'aviation) se charge du cadre aérospatial et produit des avions, moteurs à réaction et autres pièces diverses.

En 2016, les députés iraniens ont fait voter une loi obligeant le gouvernement à accorder 5 % de son budget public annuel à la Défense, augmentant significativement les dépenses dans ce domaine. Les priorités en dépenses de défense de Téhéran concernent à la fois la modernisation de sa défense aérienne, le renforcement de ses capacités cyber et le développement d'un appareil de contre-terrorisme. À court terme, il semble que l'Iran remplisse ses objectifs militaires en armant et équipant

<sup>27</sup> *Military Balance 2021*. Routledge/IISS, 2021. Iran, p. 337-341.

<sup>28</sup> ESFANDIARY, Dina; TABATABAI Ariane. *Triple Axis: Iran's relations with Russia and China*, I.B. Tauris, 2018.



non seulement sa propre armée, mais aussi nombre de groupes et milices qu'il soutient dans la région, notamment en Syrie, en Irak et au Liban. À plus long terme, le pays ambitionne de posséder l'un des principaux complexes militaro-industriels de la région et de renforcer considérablement ses propres capacités de défense.

À partir de 2009, la République islamique a commencé à investir considérablement pour renforcer ses capacités informatiques et la cyber-attaque Stuxnet de 2010, qui a affecté le programme d'enrichissement nucléaire iranien, a poussé les décideurs politiques à investir encore davantage dans les capacités informatiques offensives et défensives. Le Corps des Gardiens de la Révolution a accru sa présence dans les domaines de l'intelligence et de la contre-intelligence. **Les Pasdaran ont développé un des programmes cyber les plus avancés et les plus complets au monde** et le pays a accompli des progrès considérables en très peu de temps, devenant un des cinq pays les plus avancés en technologie cyber, avec la Russie, la Chine et les États-Unis.

## 4.2 Une capacité de missiles en progrès

### Un arsenal diversifié

**L'arsenal iranien de missiles guidés est le plus important du Moyen-Orient. La plupart de ces missiles sont susceptibles de transporter des charges nucléaires, ce qui constitue un sujet de préoccupation pour la communauté internationale.** En 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU a enjoint l'Iran de « *ne pas entreprendre d'activités liées aux missiles balistiques conçus pour être capables de livrer des armes nucléaires* » jusqu'en octobre 2023. L'Iran a cependant déjà entrepris de coupler un missile à une ogive nucléaire, comme l'indique l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ; jusqu'à la fin 2003, le pays disposait d'un programme de développement de l'arme nucléaire, qui comprenait des travaux visant à intégrer une nouvelle charge utile (aux caractéristiques d'arme nucléaire) dans son missile Shahab-3. L'Iran n'a pas encore d'ogive nucléaire, mais possède désormais des missiles capables d'en envoyer jusqu'à 2 000 km environ, assez puissants pour atteindre tout le Moyen-Orient et une partie de l'Europe.

**L'Iran a également mis au point des missiles de croisière et des missiles balistiques destinés au combat conventionnel.** Il a notamment utilisé ces missiles pour atteindre les positions de l'État islamique en Syrie, un groupe séparatiste kurde dans le nord de l'Irak et des bases militaires abritant des troupes américaines en Irak. L'Iran a également transféré des missiles à ses alliés, comme le Hezbollah, certaines milices chiites en Irak, et les rebelles houthis au Yémen, qui les ont utilisés pour atteindre des cibles civiles en Arabie saoudite. L'usage des lasers a amélioré la visée des missiles balistiques mais aussi le déminage et l'aveuglement des radars ennemis. La détermination de l'Iran à acquérir et à produire des missiles date de la guerre contre l'Irak dans les années 1980. À cette époque, Téhéran, conscient de son infériorité face aux attaques de missiles irakiens, réalise qu'il doit parvenir à l'autosuffisance en la matière. Les progrès enregistrés depuis en termes de portée et de précision, associés à la taille croissante de l'arsenal iranien (estimé en mars 2020 à 2 500 - 3 000 missiles balistiques, auxquels s'ajoute un nombre indéterminé de missiles de croisière) sont tels que **Téhéran peut sérieusement menacer non seulement ses voisins directs, mais aussi les bases et navires américains dans la région.** La *Nouvelle stratégie pour l'Iran* du président Trump pointait ainsi les

menaces induites par le renforcement des capacités militaires iraniennes, notamment dans le domaine des missiles balistiques<sup>29</sup>.

Les missiles iraniens peuvent être divisés en 3 catégories selon leur portée :

– **Missiles à courte portée (moins de 1 000 km)**

Ils peuvent atteindre des cibles en Irak, en Syrie, et dans les pays du golfe Persique. Le pays possède 100 lanceurs de missiles à courte portée, parmi lesquels les Shahabs-1 et 2 (technologie Scud) et les Fatehs. Concernant les Fatehs, d'une portée moyenne comprise entre 300 et 500 km, Téhéran revendique à dessein des améliorations augmentant leur portée de tir jusqu'à 1 400 km, ce dont doutent nombre d'experts. L'Iran a fourni la technologie des missiles de type Fateh à son allié syrien, entre autres. Parmi les missiles d'une portée au moins égale à 700 km se distinguent le nouveau Zolfaghar et le Qiam-1, variante du type Shabab-2 avec une ogive séparable de 500 kg et un guidage au sol. Les progrès effectués en termes de précision et de délai de lancement (propergol solide) paraissent avérés. Les Qiams ont été introduits en contrebande au Yémen (renommés Burkan-2H), au profit des rebelles Houthis qui les ont utilisés contre des sites saoudiens. Une version modifiée du Qiam, qui semble avoir un véhicule de rentrée manœuvrable (MaRV) pour améliorer sa précision, a par ailleurs été utilisée lors de l'attaque de janvier 2020 contre la base aérienne d'Ayn al Asad en Irak. Des missiles Noor d'une portée de 120 km ont aussi été fournis au Hezbollah chiite. Téhéran alimente et influence ainsi ses *proxy wars* régionales.

– **Missiles à moyenne portée (1 000 à 2 500 km)**

Ils peuvent atteindre Israël, le Liban et certaines parties de l'Europe orientale. Si l'arsenal de moyenne portée est assez peu précis, les modèles les plus récents peuvent néanmoins être utilisés pour cibler des villes, ce qui est particulièrement préoccupant si l'Iran développe des ogives nucléaires. Selon des estimations, l'Iran possédait environ 50 lanceurs mobiles de missiles à moyenne portée, parmi lesquels le Shahab-3, le Khorramshahr dérivé du Musudan nord-coréen, et le Sejil (tous avec une portée revendiquée d'au moins 2 000 km). Les missiles de croisière d'attaque terrestre ont probablement été obtenus sur le marché noir ukrainien, en particulier le Soumar dérivé du Kh-55 soviétique (les Ya Ali rebaptisés Quds-1 par les Houthis en sont des dérivés à portée réduite de 700-900 km) en capacité d'envoyer des charges nucléaires. L'Emad, basé sur la variante Ghadr-1 du Shahab-3, a une portée revendiquée de 1 800 km et serait équipé, selon les autorités iraniennes, d'un MaRV (*Maneuverable reentry vehicle*) séparable. Ces missiles soulignent les efforts menés par l'Iran afin d'améliorer la précision et la létalité de ses armes.

– **Missiles à portée intercontinentale (plus de 5 000 km).**

Le projet de missile de croisière Shahab-6 serait quant à lui une arme capable d'embarquer une charge d'une tonne et demi d'explosif, soit l'équivalent de six GBU 12 (bombes lâchées par les avions de chasse), à une distance de 8-10 000 km. Cette présentation, selon laquelle cela lui permettrait notamment d'atteindre la côte Est américaine, n'a rien de fortuit puisque l'Iran utilise régulièrement ce type d'effet d'annonce pour « intimider » ses adversaires.

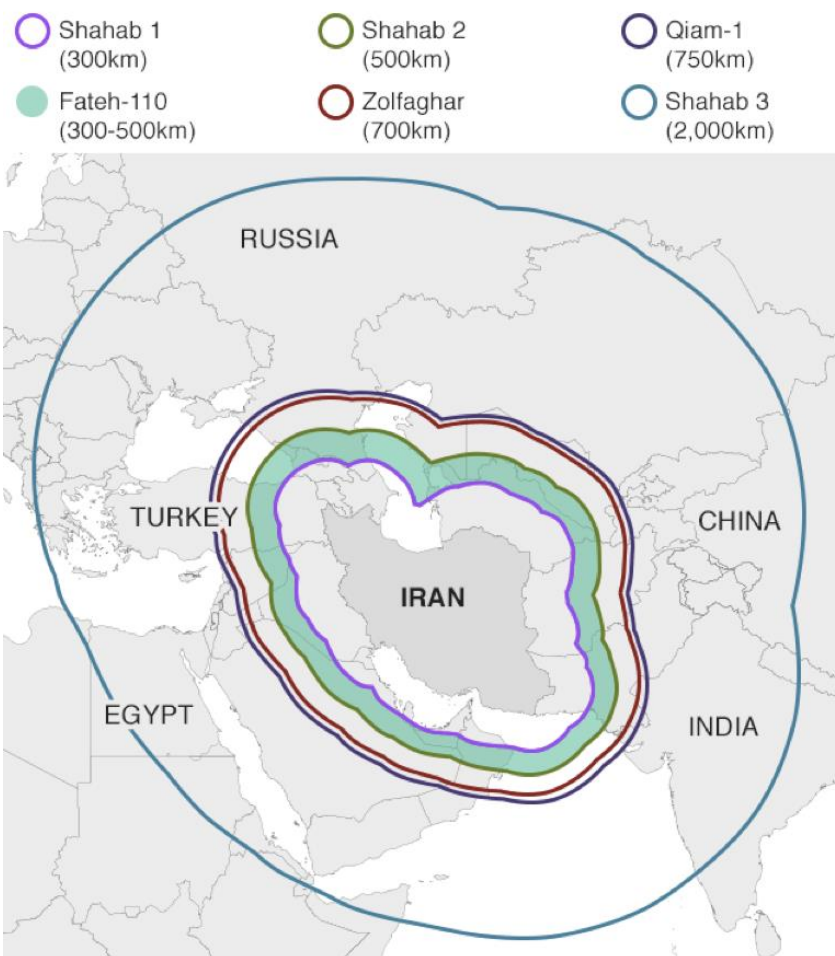
Actuellement composé principalement de missiles à courte et moyenne portée, **l'arsenal balistique permettrait à Téhéran d'atteindre la plupart de ses adversaires. Ce serait cependant à un coût**

---

<sup>29</sup> President Donald J. Trump's New Strategy on Iran, October 2017.

élevé et pour une efficacité vraisemblablement limitée par des systèmes de défense anti-aérienne performants.

### Ranges of Iran's ballistic missiles



Source: Defence Intelligence Agency

BBC

### FOCUS : LES ACTEURS DE L'ARSENAL BALISTIQUE IRANIE

Un vaste réseau d'organismes et d'institutions participe au programme de missiles de l'Iran.

L'initiative du programme revient à Ali Khamenei lui-même, qui s'est particulièrement intéressé au développement de missiles depuis la guerre contre l'Irak. Le commandant général du Corps des Gardiens de la Révolution est d'ailleurs un ancien commandant de la Force aérospatiale du Corps des Gardiens de la Révolution, le principal utilisateur des missiles iraniens.

#### La Force aérospatiale du Corps des Gardiens de la Révolution.

Elle supervise le développement et la production de missiles et d'équipements associés, comme les lanceurs. Elle exerce un contrôle opérationnel général sur l'arsenal de missiles iraniens, le général de brigade Amir Ali Hajizadeh la commande depuis 2009.

#### Le Commandement des missiles Al-Ghadir

C'est l'unité militaire au sein de la Force aérospatiale du Corps des Gardiens de la Révolution qui est responsable de la force de missiles déployée par l'Iran. Le Commandement des missiles

d'Al-Ghadir est impliqué dans les lancements de missiles depuis 2008 et participe régulièrement aux exercices militaires « Grand Prophète ».

#### **L'Organisation des industries aérospatiales (AIO)**

C'est une filiale industrielle et militaire du ministère iranien de la Défense et de la logistique des forces armées qui conçoit, construit, achète et vend des missiles. Pour contourner les sanctions internationales et se procurer des matériaux nécessaires au programme de missiles iraniens, elle entretient un vaste réseau d'organismes. L'AIO est également impliquée dans le programme spatial iranien à travers la conception d'un satellite en 2019 et la construction de rampes de lancement pour les lanceurs spatiaux.

#### **L'organisation du Jihad pour la recherche et l'autosuffisance du Corps des Gardiens de la Révolution**

Division du Corps des Gardiens de la Révolution chargée de la recherche et du développement des technologies militaires, notamment des missiles balistiques et des drones armés.

**Parallèlement à sa production de missiles balistiques, l'Iran développe des lanceurs spatiaux**, qui remplissent des objectifs civils, bien qu'ils possèdent les mêmes technologies que les missiles intercontinentaux. Si le programme spatial iranien est supervisé par l'Agence spatiale iranienne civile, qui relève du ministère des Technologies de l'information et de la communication, le ministère de la Défense et de la logistique des forces armées joue également un rôle dans le développement des lanceurs spatiaux et des satellites et la force aérospatiale du Corps des Gardiens de la Révolution maintient son propre programme spatial militaire. En octobre 2005, la Russie avait lancé le premier satellite iranien, le Sina-1, sur une fusée russe ; trois ans plus tard, l'Iran inaugurait un centre spatial dans la province du Semnan, pour lancer une fusée de recherche : Kavoshgar 1. Depuis, le programme iranien a produit 3 lanceurs spatiaux : le Safir, le Simorgh et le Qased. Des estimations situent la portée du Simorgh entre 4 000 et 6 000 km s'il transporte une charge nucléaire, ce qui pourrait menacer l'Europe. Le Qased (à la portée de 2 000 km) est encore plus préoccupant : il confirme que l'Iran a un programme spatial militaire géré par la Force aérospatiale du Corps des Gardiens de la Révolution, qui contrôle également l'arsenal de missiles balistiques de l'Iran. L'Iran a aussi placé 4 satellites d'observation depuis 2009 grâce au lanceur de 26 tonnes Safir-e fajr

Plus largement, la communauté internationale redoute que les ingénieurs iraniens n'acquière des connaissances et une expérience du développement de lanceurs spatiaux qui pourraient être appliquées à des missiles intercontinentaux. Il est vrai que les lanceurs spatiaux iraniens les plus récents, à combustible solide, ont des performances supérieures à leurs prédécesseurs à combustible liquide. De plus, le lanceur Zoljanah dévoilé en février 2021 peut être mobile, ce qui implique un potentiel double usage civilo-militaire de ce système. Plus encore, les Occidentaux comme les voisins et rivaux de la République islamique craignent que les missiles iraniens livrent des charges nucléaires. S'il paraît assuré qu'en 2020 l'Iran ne disposait toujours pas de l'uranium enrichi suffisant pour alimenter une arme nucléaire<sup>30</sup>, l'abandon progressif des restrictions du programme nucléaire iranien rend vraisemblable l'éventualité du développement d'un missile nucléaire à plus ou moins brève échéance.

#### **Le recours aux aides extérieures**

L'Iran prétend être autosuffisant dans les différents domaines relatifs à sa sécurité nationale, et il a fait ses preuves dans le domaine de la conception et de la production de missiles balistiques. Il ne semble pas pour autant réellement autonome. En effet, le pays n'est pas en mesure de fournir certains matériaux essentiels

<sup>30</sup> « Iran's Missile Program: Past and Present », *Iran Watch*, 29/06/2020.



pour produire en masse des missiles. **Téhéran doit s'appuyer sur des technologies et une expertise étrangère pour la conception de nouveaux missiles (Corée du Nord, Chine, Russie...).** Selon un rapport de 2019 de la Défense Intelligence Agency sur la puissance militaire de l'Iran, le pays « *continue de dépendre de fournisseurs étrangers pour les composants et la technologie des missiles critiques* »<sup>31</sup>. Le succès du programme iranien de missiles et la rapidité de son développement n'auraient pas été possibles sans une aide étrangère importante, notamment de la Corée du Nord, de la Russie et de la Chine. La Corée du Nord a fourni le matériel de base pour la propulsion des fusées à combustible liquide ; la Russie a fait bénéficier l'Iran de matériel, de l'équipement et une formation ; la Chine a fourni une aide en matière de guidage et de propulsion de fusées à combustible solide. Enfin, s'il semble que les forces terrestres iraniennes aient développé une grande capacité à lancer des frappes relativement complexes en utilisant des missiles d'attaque terrestres et des drones, de son côté la marine régulière semble avoir des capacités de projection limitées.

**Face à un vieillissement de leur matériel de combat primaire, les forces armées n'ont d'autre choix que de compter sur les alliés russes ou chinois pour leur fournir du matériel ;** Téhéran aurait acheté à la Russie le système SAM à longue portée S-300PMU2 (SA-20 Gargoyle). Sur le plan régional, l'Iran dispose d'une base industrielle de défense relativement développée et qui continue de s'étendre, notamment en ce qui concerne les missiles et les armes guidées, mais il éprouve encore des difficultés à répondre aux besoins des systèmes d'armement modernes.

#### 4.3 Une force de frappe nucléaire difficile à apprécier

##### Histoire du nucléaire en Iran

La technologie nucléaire civile et scientifique arrive en Iran à partir des années 1950, dans le cadre du programme américain « atomes pour la paix » destiné à contrôler le secteur nucléaire international en pleine Guerre froide<sup>32</sup>. La création de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en 1957 ouvre une voie diplomatique aux États-Unis pour superviser les activités dans ce domaine sous la houlette de l'ONU. Reza Shah annonce la signature d'un traité d'assistance technique en 1957 et l'Iran lance alors une série de projets nucléaires ambitieux avec l'aide des États-Unis et de l'Europe. Il faudra toutefois attendre 1974 pour qu'un programme nucléaire iranien de recherche soit réellement mis en place afin de répondre aux besoins énergétiques nationaux, notamment pour alimenter les unités de désalinisation que l'Iran souhaite développer pour répondre à son manque de ressources naturelles en eau. Selon Akbar Etemad, président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique de 1974 à 1978, l'Iran menait déjà des activités de recherche et d'enseignement nucléaires à l'université de Téhéran, même lorsque le Traité de non-prolifération (TNP) est entré en vigueur le 5 mars 1970.

Le programme nucléaire n'est que brièvement suspendu par la Révolution. Dans le contexte de la guerre contre le voisin irakien, Rafsandjani le relance avec l'aide de la Russie, de la Chine et du Pakistan, mais aussi d'un scientifique pakistanais, A.Q Khan. Il lui demeure néanmoins très difficile de produire une quantité concentrée d'uranium pour alimenter un réacteur ou une bombe et l'Iran, confronté à des problèmes d'extraction et de conversion, reçoit régulièrement l'aide de la Chine. **Les grands sites nucléaires**<sup>33</sup> sont localisés à Bouchehr, où fut mise en production la grande centrale nucléaire civile du

<sup>31</sup> « Iran military power, ensuring regime and securing regional dominance », *Defense Intelligence Agency*, 2019.

<sup>32</sup> NAHAVANDI, Firouzeh. *Iran*, 3e éd., éditions De Boeck, 2020.

<sup>33</sup> LABBÉ, Marie-Hélène. *La quête nucléaire de l'Iran*, Sorbonne Université Presses, 2020.

pays en 2010, et Arak, qui abrite un réacteur à eau lourde ; à Téhéran et Ispahan fonctionnent des centres de recherche ; Natanz est le site majeur d'enrichissement d'uranium, devant Fondo ; à Karaj enfin s'effectue le stockage des déchets.

L'existence de sites nucléaires non-répertoriés, comme l'unité de centrifugation Natanz ou le réacteur d'Arak, a étayé dans les années 2000 le soupçon d'enrichissement de l'uranium à des fins militaires.

### Le défi de la militarisation du nucléaire iranien et les risques d'escalade

Le défi de la militarisation du nucléaire iranien s'inscrit dans une position de défiance vis-à-vis de l'AIEA. Des rapports réguliers de l'AIEA et des services de renseignement de différents pays<sup>34</sup> soulignent les inquiétantes **recherches de l'Iran pour un programme nucléaire que ce pays considère comme son ultime arme asymétrique potentielle.**

Au-delà de ses efforts d'achat d'équipements et de matériel nécessaires à l'obtention d'uranium enrichi, la façon dont l'Iran a organisé et délégué ses travaux nucléaires à des entités liées au ministère de la Défense suggère une finalité militaire. Selon l'AIEA, 7 des 13 ateliers consacrés à la production nationale de composants de centrifugeuses sont situés sur des sites contrôlés par le ministère de la Défense. Les soupçons sur les intentions de l'Iran sont renforcés par ses nombreux refus de coopérer avec l'AIEA, dont un rapport de 2011 soulignait les efforts de ce pays pour développer une arme nucléaire, notamment en termes de modélisation d'une implosion, d'essais et d'études d'explosifs similaires aux effets nucléaires, de construction de récipients de confinement sur un site militaire<sup>35</sup>.

Quand l'accord de Vienne (*Joint Comprehensive Plan of Action*) a été signé en 2015, l'Iran et l'AIEA se sont également engagés à coopérer pour le contrôle du programme nucléaire iranien ; l'Iran devait limiter l'enrichissement de l'uranium et la production du plutonium nécessaires au développement du nucléaire militaire ; les stocks d'uranium enrichis étaient alors contrôlés et réglementés par les nombreuses inspections de l'AIEA. Après le retrait unilatéral américain de 2018, tout en se maintenant dans l'Accord et en continuant à accepter les contrôles renforcés de l'AIEA, « *l'Iran franchit le plafond fixé à son stock d'uranium enrichi, puis le seuil d'enrichissement de son uranium, s'exonère des restrictions posées à ses recherches sur des centrifugeuses plus avancées et ne se sent plus lié par le nombre maximal de centrifugeuses en activité* »<sup>36</sup>. La République islamique aurait ainsi porté à 4,5 % le taux d'uranium enrichi de son stock et, **selon un récent rapport de l'AIEA, l'Iran détiendrait également un stock d'uranium faiblement enrichi 14 fois supérieur au plafond autorisé par l'accord de Vienne.**

Depuis le 25 juin 2020, **plusieurs explosions non accidentelles ont été enregistrées sur des sites industriels**, notamment en juillet 2020 et à nouveau en avril 2021 sur le site d'enrichissement d'uranium de Natanz, l'une des plus importantes installations du pays. Ces explosions sont imputées par les autorités iraniennes à Israël, ce qui, malgré l'absence de preuve formelle, paraît plus que vraisemblable aux yeux de nombreux experts, parmi lesquels Michael Stephens, analyste du Moyen-Orient au sein du groupe de réflexion londonien Royal United Services Institute (RUSI), pour qui *"les Israéliens tentent unilatéralement de faire dérailler le programme nucléaire iranien, d'une manière qui, bien qu'impressionnante en termes de capacité technique, est un jeu risqué. Premièrement, ces efforts israéliens pourraient saper la position de négociation des États-Unis, qui cherchent à réintégrer l'accord nucléaire*

<sup>34</sup> Le site <https://isis-online.org/countries/category/iran>, de l'Institute for Science and International Security, think tank reconnu sur la prolifération et la diplomatie nucléaires, en diffuse un nombre important.

<sup>35</sup> « Weapon Programs, Iran's nuclear program », *Iran Watch*.

<sup>36</sup> NICOULLAUD, François. « Le sabotage de l'accord de Vienne et ses conséquences », in BADIE, Bertrand ; VIDAL, Dominique (dir.). *L'État du monde 2021. Le Moyen-Orient et le monde*, La Découverte, 2020

avec l'Iran »<sup>37</sup>. En réaction, Téhéran a fait connaître en avril 2021 son intention de « *commencer à enrichir l'uranium à 60 %* », assurant que « *1.000 centrifugeuses supplémentaires d'une capacité 50 % supérieure seront ajoutées aux machines présentes à Natanz, en sus du remplacement des machines abîmées* » par l'attaque » du 11 avril<sup>38</sup>. Avec cette annonce, l'Iran souhaite renforcer sa crédibilité, tant intérieure qu'internationale, en affichant sa détermination à ne rien céder. Il use également d'un moyen de pression sur les discussions en cours à Vienne (incluant Chine, Russie, France, Allemagne, Royaume-Uni et « indirectement » les États-Unis), afin de tenter d'obtenir un succès diplomatique avant l'élection présidentielle iranienne de juin 2021.

#### 4.4 L'usage et la détention d'armes chimiques en Iran

En décembre 2006 puis en 2007, le directeur du renseignement national américain jugeait que l'Iran « *maintenait un programme de recherche et de développement sur la guerre chimique* » et un « *petit stock secret d'armes* »<sup>39</sup>, enfreignant ses engagements de la Convention sur les armes chimiques<sup>40</sup>. Les rapports gouvernementaux américains et étrangers indiquent que la recherche et le développement liés aux armes chimiques auraient été menés dans des universités iraniennes pour échapper à la surveillance. Ainsi, les départements de chimie des Université Imam Hossein (IHU) et Malek Ashtar (MUT), sous contrôle de l'armée iranienne, travailleraient depuis 2005 sur des « *agents chimiques destinés à neutraliser* ». En 2019, toujours selon les services de renseignement américains inquiets du potentiel développement d'agents pharmaceutiques offensifs par les scientifiques iraniens, Téhéran n'aurait pas déclaré son stock de dibenzoxazepine, un agent chimique de lutte anti-émeutes. Au cours de la dernière décennie, de nombreux rapports du gouvernement américain ont aussi dénoncé des transferts d'armes chimiques de l'Iran vers la Libye (années 1980) et le soutien technique apporté au programme d'armes chimiques de la Syrie (années 2000).

<sup>37</sup> « Iran and Israel's shadow war takes a dangerous turn », *RUSI*, 13/04/2021. Disponible sur <https://rusi.org/in-the-news/iran-and-israels-shadow-war-takes-dangerous-turn>. [Consulté le 16/04/2021]

<sup>38</sup> « L'Iran s'approche du moment où il disposera d'un stock d'uranium enrichi de qualité militaire », *opex360*, 14 avril 2021. Disponible sur : <http://www.opex360.com/2021/04/14/iran-sapproche-du-moment-ou-il-disposera-dun-stock-duranium-enrichi-de-qualite-militaire/>. [Consulté le 20/04/2021]

<sup>39</sup> U.S. Director of National Intelligence. *Unclassified Report to Congress on the Acquisition of Technology Relating to Weapons of Mass Destruction and Advanced Conventional Munitions, 1 January to 31 December 2006*, p. 4. Disponible sur : [https://www.odni.gov/files/documents/Newsroom/Reports%20and%20Pubs/Acquisition\\_Technology\\_Report\\_030308.pdf](https://www.odni.gov/files/documents/Newsroom/Reports%20and%20Pubs/Acquisition_Technology_Report_030308.pdf), 18/11/2019.

<sup>40</sup> *Iran Watch*, "Weapon Programs, Iran's chemical program".

## 5 | POLITIQUE DE DÉFENSE, FORCES ARMÉES ET RENSEIGNEMENT

### 5.1 L'armée iranienne : une armée bicéphale

Les forces armées iraniennes s'appuient sur une structure de force duale, avec les forces conventionnelles d'un côté et les *Pasdaran* de l'autre. Elles ont connu une restructuration et une recomposition qui divisent en deux pôles l'organe de sécurité nationale : d'une part, l'armée de terre, la marine, l'air, et la défense antiaérienne iranienne ; d'autre part, des forces terrestres consolidées par une force d'appoint : la Milice de la résistance des mobilisés, la branche des forces navales et l'armée de l'air du Corps des Gardiens de la Révolution.

#### L'armée régulière iranienne (*Artesh*).

La République islamique compte parmi les grandes puissances militaires du Moyen-Orient : en 2020, les dépenses militaires s'élevaient officiellement à 2,2 % du PIB, avec un budget avoisinant les 16 milliards de dollars, soit le 18<sup>e</sup> rang mondial<sup>41</sup>. En apparence, ce budget est bien inférieur à celui du grand rival régional saoudien (57,5 milliards de dollars) mais, outre le fait que son niveau réel est discuté (la CIA l'évalue à 3,8 % du PIB iranien), cet écart ne reflète pas forcément la qualité intrinsèque réelle de ces forces armées<sup>42</sup>. Selon le *Global FirePower* américain, l'Iran occuperait la 14<sup>e</sup> place mondiale en termes d'efficacité des forces de combat. Les forces armées iraniennes regroupent environ 610 000 hommes, dont 350 000 dans l'armée de terre, 52 000 dans l'aviation, 18 000 dans la marine, et entre 125 000 et 190 000 Gardiens de la Révolution<sup>43</sup>. Le service militaire, d'une durée de 18 à 24 mois, est obligatoire pour tous les hommes de 19 ans.

#### FOCUS : LE CONSEIL SUPRÊME DE SÉCURITÉ NATIONALE (CSSN)

L'article 176 de la Constitution de la République islamique d'Iran indique que le « Conseil suprême de sécurité nationale (CSSN), organisme fédérateur et décisionnaire est placé sous le contrôle du Guide suprême ».

Le CSSN est présidé par le président de la République, qui nomme également son Secrétaire, Ali Shamkhani à l'heure actuelle. Le Conseil détermine la politique de sécurité et de défense, coordonne les activités et gère les ressources pour faire face aux menaces extérieures et intérieures.

Le CSSN se compose des chefs des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, du chef d'État-major des armées, du responsable des affaires du plan et du budget, des deux représentants du Bureau du Guide, et des ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et du Renseignement.

**Les principaux chefs des armées et des Gardiens de la Révolution sont nommés par le Guide suprême.** En effet, selon la Constitution, Ali Khamenei remplit la fonction de « *commandant suprême des forces armées et des forces de police. Il est responsable de la politique étrangère, nomme et révoque le chef d'État-major général des armées, le commandant en chef du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (Sepâh-e pâsdârân enqelâb-e eslâmi), les commandants suprêmes des forces armées et de*

<sup>41</sup> "Trends in World Military Expenditure 2020". SIPRI, 26 avril 2021.

<sup>42</sup> SIPRI Military Expenditure Database, Iran.

<sup>43</sup> Military Balance +



sécurité. Il exerce également un contrôle direct sur l'armée régulière (*artesh*), les *Pasdaran*, les milices paramilitaires et les forces de maintien de l'ordre » (article 110).

Depuis 2007, dans un souci d'efficacité de la réponse aux menaces extérieures, l'Iran a considérablement réformé son système de défense. **Les forces terrestres de l'armée régulière reposent sur 11 quartiers généraux de divisions tandis que le Corps des Gardiens de la Révolution est désormais composé de 31 « armées provinciales »,** dont deux basées à Téhéran<sup>44</sup>. Organisée pour la défense du territoire et faiblement équipée, sauf en missiles balistiques, **l'armée régulière iranienne est avant tout un outil de défense** pour la République islamique, selon Éric Gauvrit<sup>45</sup> ; contrairement aux Gardiens de la Révolution, elle ne prétend jouer aucun rôle politique.

**L'armée de l'air constitue un point faible dans le dispositif de défense iranien.** En effet, la logistique iranienne est obsolète et défaillante : *« les avions de chasse sont équipés de technologies d'acquisition, de tir et de contre-mesures qui ne peuvent pas rivaliser avec celles, ultrasophistiquées, d'une coalition éventuelle américano-israélienne »*<sup>46</sup>. C'est une des raisons qui a poussé le ministère de la Défense et de la Logistique des Forces Armées (MDLFA) à séparer la défense antiaérienne de l'armée de l'air en 2009, et à l'instituer en corps d'armée permanent, chargé de sécuriser les points stratégiques.

**Les forces armées iraniennes sont un organe bicéphale : alors que les forces armées régulières disposent d'un matériel de combat vieillissant<sup>47</sup>, le Corps des Gardiens de la Révolution est redoutable et mieux équipé.**

### Le Corps des Gardiens de la Révolution (IRGC ou *Sepah*)

Le Corps des Gardiens de la Révolution a été créé après 1979 par l'ayatollah Khomeini pour combattre les opposants et protéger les nouveaux dirigeants ainsi que les nouvelles institutions. Ils sont chargés de la sécurité intérieure et extérieure du pays.

Ce corps contrôle le système politique en Iran : les Gardiens de la Révolution sont représentés dans toutes les institutions, et supervisent les miliciens volontaires qui opèrent dans chaque ville. **Ils sont peu à peu devenus un véritable pouvoir militaire dans le pays, parallèle au pouvoir politique et religieux.** Entre 1980 et 1988, les *Pasdaran* ont considérablement développé leur capacité militaire en se dotant de forces aériennes et maritimes, en plus de leurs divisions terrestres ; ils sont aujourd'hui en charge des programmes de missiles balistiques et nucléaires. Les Gardiens de la Révolution compteraient entre 130 000 et 190 000 hommes, tandis que leur budget serait bien plus important que celui de l'armée régulière, qui dépend quant à elle du ministère de la Défense. Selon Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner<sup>48</sup>, il y a fort à parier que si l'Iran se dotait un jour d'un arsenal nucléaire, celui-ci serait placé sous leur direction. L'influence des *Pasdaran* n'est pas seulement militaire : ils ont obtenu beaucoup de privilèges après la guerre contre l'Irak, et notamment la possibilité d'investir dans le secteur privé (commerces, télécoms, ingénierie, hydrocarbures), ce qui leur a permis de se renforcer encore davantage. Ainsi, en plus d'être un organe militaire majeur et de se situer au cœur de la répression politique, ils constituent également un « géant

<sup>44</sup> « L'armée de terre et la force aérienne iraniennes », *DSI*, n° 146, mars-avril 2020.

<sup>45</sup> GAUVRIT, Éric. « Les forces armées conventionnelles de l'Iran : état des lieux », *Outre-Terre*, vol. 28, n°2, 2011, pp. 109-139.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> *Military Balance* +

<sup>48</sup> DJALILI, Mohammad-Reza ; KELLNER, Thierry. *Histoire de l'Iran contemporain*, 2017.

économique ». Cette situation de privilège n'est pas sans provoquer des tensions politiques fortes entre les Pasdaran et Rohani, jusqu'à faire « *sourdre l'évocation d'une prise du pouvoir directe*<sup>49</sup> ».

**La brigade des Al-Qods, véritable corps expéditionnaire, s'occupe des missions purement extérieures du Corps des Gardiens de la Révolution.** Jusqu'au 3 janvier 2020, le général Qassem Soleimani dirigeait cette force créée en 1989 pour soutenir l'expansionnisme islamique iranien selon un modèle, désormais bien établi et reproductible, d'interventions appuyées sur des milices. Considéré comme l'un des hommes les plus influents d'Iran, il a été éliminé en 2020 au cours de bombardements américains en Irak.

### Les Bassijis

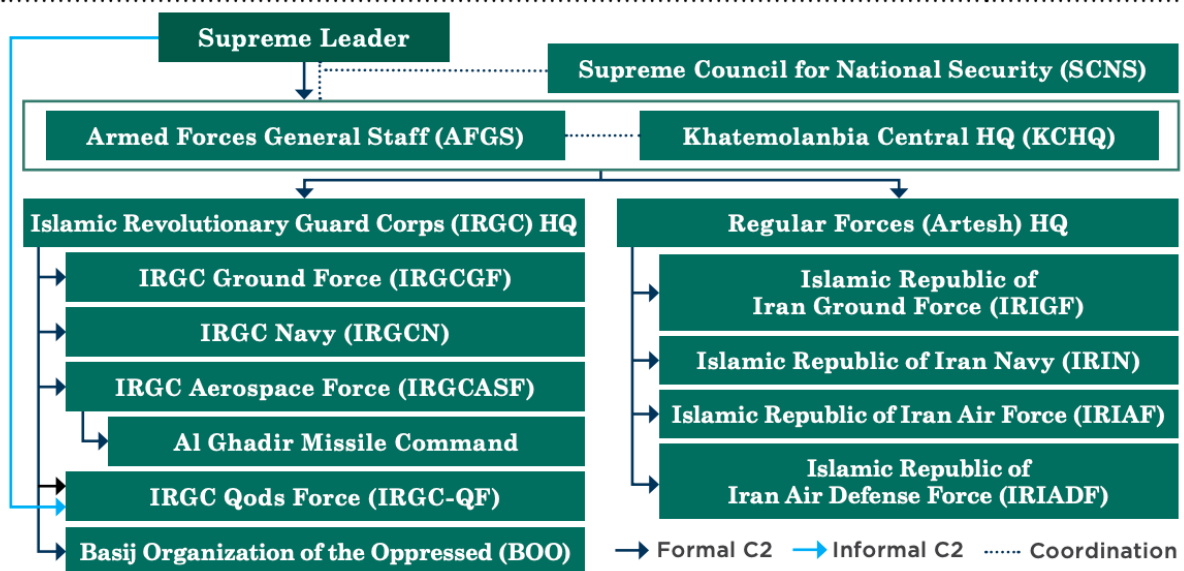
Aujourd'hui, les forces armées iraniennes peuvent aussi compter sur les *bassijis* (force de mobilisation de la résistance), dont la vocation première est de faire respecter les préceptes islamiques au sein de la population. Si l'Iran est relativement isolé depuis 1979, il entretient néanmoins des relations clés avec la Syrie, la Russie et d'autres acteurs régionaux comme les groupes paramilitaires du Hezbollah au Liban, de la brigade Badr en Irak ou les forces houthistes au Yémen. **Par leur rôle d'animation de ce réseau d'organisations étrangères, la force des Al-Qods et les éléments de la milice Bassiji sont des acteurs essentiels de cette puissance militaire de l'Iran hors de ses frontières.**

## 5.2 Doctrine et stratégie militaire de la République islamique d'Iran

### Commandement et contrôle militaires nationaux

#### *National Military Command and Control*

1805-17889



1| Source : DEFENSE INTELLIGENCE AGENCY. *Iran Military Power. Ensuring Regime Survival and Securing Regional Dominance*, 2019, op. cit., p. 27

Si l'armée se trouve formellement sous les ordres du Conseil suprême de sécurité nationale (CSSN), **c'est bien le Guide suprême qui est le commandant en chef des forces armées iraniennes, et non le président de la République islamique.** Aucune décision stratégique ou de politique de défense ne saurait

<sup>49</sup> Cf. VETTOVAGLIA, Jean-Pierre. *op. cit.* p. 26

échapper au Guide suprême, qui supervise également en dernier ressort l'action du Corps des Gardiens de la Révolution islamique et de la force Al-Qods

- Le major général Mohammad Hossein Bagheri, chef de l'état-major général des armées (AFGS) depuis juin 2016. Général de division du Corps des Gardiens de la Révolution, Mohammad Hossein Bagheri, en tant qu'officier militaire le plus haut gradé de l'Iran, est chargé de superviser toutes les forces militaires et de coordonner les deux forces militaires parallèles de l'Iran : l'armée régulière iranienne et le Corps des Gardiens de la Révolution. Il relève directement du Guide suprême.
- Le major général Gholam Ali Rashid, est depuis 2016 commandant du quartier général de Khatam-al Anbiya (KCHQ), le plus haut quartier général opérationnel de l'Iran. Général de division du Corps des Gardiens de la Révolution, il entretient depuis la guerre Iran-Irak des relations étroites avec d'autres dirigeants du Corps des Gardiens de la Révolution.
- Le major général Hossein Salami a été promu et nommé commandant du Corps des Gardiens de la Révolution en avril 2019 (IRCG). Ce général de division du Corps des Gardiens de la Révolution est un décideur clé sur les questions de sécurité étrangère et intérieure. Il supervise toutes les activités du CGRI, mais a moins de contrôle sur les forces Al-Qods, dont le commandant a une ligne de communication distincte avec Khamenei.
- Le major général Abdolrahim Musavi, promu général de division en août 2017, est le commandant de l'armée régulière iranienne (Artesh). Sa carrière dans l'armée régulière débute avant la Révolution islamique. Ses principales priorités comprennent l'amélioration de la coordination des opérations des différents corps d'armée et du Corps des Gardiens de la Révolution, ainsi que la promotion de l'autosuffisance en matière de défense du pays. En sa qualité, il occupe un siège au Conseil suprême de la Sécurité Nationale (CSSN) et informe des décisions de sécurité nationale.

La destruction d'un avion de ligne ukrainien par des missiles antiaériens en janvier 2020 a mis en lumière certaines des faiblesses du système de commandement et de contrôle iranien.

### Doctrines de dissuasion et stratégie militaire

Téhéran possède un ensemble complexe de capacités militaires, et emploie une combinaison de forces à la fois conventionnelles et non conventionnelles. **La stratégie militaire conventionnelle de l'Iran repose principalement sur une dissuasion du faible au fort et la capacité de riposte contre un attaquant.** A cette fin, le pays développe des capacités asymétriques, la dissuasion se fondant sur trois capacités de base :

- des missiles balistiques capables de frappes à moyenne et longue portée qui suppléent la faiblesse des moyens aériens de bombardement ;
- des forces navales à même de menacer la navigation dans le golfe Persique et le détroit d'Ormuz et des moyens anti-aériens de sanctuarisation de l'espace aérien ;
- des opérations non conventionnelles impliquant les forces spéciales ainsi que des partenaires et mandataires à l'étranger.

Les opérations de guerre non conventionnelles et son réseau de partenaires militants et de mandataires permettent à Téhéran de faire progresser ses intérêts dans la région et d'atteindre ses adversaires en profondeur. En cas d'échec de sa stratégie de dissuasion, l'Iran pourrait chercher à s'imposer par la force en utilisant ainsi la gamme toutes ses capacités. Cette stratégie ne changera probablement pas puisque l'Iran demeure technologiquement très inférieur aux États-Unis, son principal adversaire. Cependant,

depuis 2016, Khamenei et d'autres hauts dirigeants ont suggéré que l'Iran devait se montrer plus proactif dans la défense de son territoire et de ses intérêts à l'étranger, par exemple en cherchant à entreprendre d'autres missions, telles que des opérations expéditionnaires à petite échelle dans la région ou une participation à des missions multilatérales de maintien de la paix à l'étranger.

L'Iran se pose en puissance régionale protectrice de la navigation, n'hésitant pas toutefois à agiter la menace d'une fermeture du détroit d'Ormuz à intervalles réguliers. **La stratégie navale du pays repose sur une approche de guerre asymétrique**, faite de mines déposées dans le détroit d'Ormuz, d'essaims de vedettes rapides à même de harceler les bâtiments de puissances rivales, de drones de combat tel le Simorgh (version navale du Shahed-129), ainsi que des tirs de missiles antinavires terre-mer pré-positionnés sur ses côtes<sup>50</sup>. La flotte iranienne est divisée en quatre districts : Bandar Abbas (sud du Golfe), qui abrite le quartier général ; Bouchehr (nord du Golfe) ; Bandar Behesti (golfe d'Oman) ; Bandar-Anjali (mer Caspienne). Il est à noter que la marine régulière (forte de 18 000 hommes) et les forces navales des Gardiens de la Révolution (20 000 hommes, dont 5 000 fusiliers marins et des aviateurs) ont des responsabilités opérationnelles et une organisation distinctes<sup>51</sup>.

La stratégie militaire de l'Iran repose sur la nécessité d'éviter ou dissuader les conflits conventionnels tout en faisant progresser ses objectifs de sécurité dans la région, en particulier par la propagande, la guerre psychologique et les opérations par procuration. **Le maintien d'un rapport de force régional favorable passe donc par le développement d'armes dissuasives, nucléaires, balistiques ou cyber**. L'Iran, qui met en avant le caractère défensif de son coûteux programme balistique, le justifie par l'attitude menaçante de ses voisins, en particulier Israël et l'Arabie saoudite, puissances relais des États-Unis<sup>52</sup>.

### Approches du conflit moderne en Iran

**La guerre Iran-Irak a souligné l'importance de la profondeur stratégique, comme des missiles balistiques et de l'autosuffisance dans le domaine capacitaire que l'Iran continue de privilégier aujourd'hui.** La plupart des hauts dirigeants militaires iraniens ont combattu pendant cette guerre fondatrice et leur expérience a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la stratégie et des capacités militaires iraniennes.

#### FOCUS : LA GUERRE IRAN-IRAK (1980-1988)

En 1980, le régime bassiste de Bagdad, dirigé par Saddam Hussein, envahit l'Iran, espérant ainsi profiter du désordre révolutionnaire pour récupérer le Chatt Al-Arab (confluent du Tigre et de l'Euphrate) qui se jette dans le golfe Arabo-Persique.

Après une rapide avancée de l'Irak, l'Iran repousse les troupes ennemies aux frontières internationales fixées par l'Accord d'Alger. Dès 1982, Khomeini décide de poursuivre le combat, malgré les propositions de cessez-le-feu de l'Irak et les consignes de paix envoyées par l'ONU. Dès lors, les belligérants se livrent à une guerre totale visant également des civils.

Une particularité du conflit Iran-Irak réside dans l'intervention des grandes puissances occidentales. La France et la Russie étaient les fournisseurs d'armes de Bagdad, tandis que les États-Unis et leur allié israélien intervenaient dans la livraison de matériel militaire à la République islamique.

<sup>50</sup> « L'Iran dévoile un nouveau missile balistique antinavire », *45° nord*, 27/09/2020. Disponible sur : <http://www.45enord.ca/2020/09/liran-devoile-un-nouveau-missile-balistique-antinavire/> [Consulté le 20/04/2021].

<sup>51</sup> SHELDON-DUPLAIX, Alexandre. « L'Iran, gendarme du Golfe ? », *DSI*, n° 146, mars-avril 2020.

<sup>52</sup> RAMSES 2019. *Les chocs du futur*, 2020.

Cette longue guerre (1980-1988) est marquée par la violence des combats (utilisation avérée d'armes de destruction massive par les deux parties), le nombre très élevé de victimes (1 200 000 morts, dont de nombreux civils, l'Iran concédant officiellement 300 000 morts), l'utilisation d'armes non-conventionnelles (gaz, armes chimiques) et l'internationalisation du conflit<sup>53</sup>. Le conflit constitue un traumatisme pour les deux pays qui en sortent exsangues : ils y auraient consacré entre un tiers et la moitié du budget national ; « *au total, les dépenses militaires supplémentaires, pertes en produit intérieur brut et capitaux non investis, auraient atteint 500 milliards de dollars pour les deux pays* »<sup>54</sup>.

**En Iran, ce conflit provoque un renouveau du sentiment national, qui devient dès lors l'autre ressort politique du régime, en interne comme à l'international, à côté de l'idéologie révolutionnaire et islamiste.** « *Le nationalisme iranien, jusqu'alors virtuel et culturel, a ainsi trouvé dans la guerre Iran-Irak une expérience fondatrice. La « défense des intérêts nationaux » est devenue le premier principe de la politique étrangère de la République islamique, car la défense de l'islam passe désormais par celle de l'Iran* »<sup>55</sup>.

Au cours des deux dernières décennies, **l'Iran a progressivement modifié sa pensée militaire, son approche de la guerre et sa doctrine, dans une logique de dissuasion pour faire face à des armées occidentales technologiquement avancées** : maximiser les coûts humains et financiers qu'aurait à supporter un adversaire potentiel pour une attaque. L'Iran a donc cherché à renforcer ses forces armées avec des capacités spécifiques, mettant l'accent sur des tactiques asymétriques destinées à exploiter les faiblesses repérées chez ses ennemis, comme l'aversion pour les victimes collatérales (terrorisme) ou la dépendance à la technologie. L'Iran considère probablement la guerre moderne comme un spectre avec de multiples niveaux de conflit, de la guerre « douce » à la guerre « dure ». Les décideurs iraniens ont pris en compte l'importance d'engager un adversaire dans une compétition, par les biais de la diplomatie, de l'informations, des opérations psychologiques, d'une position et d'une présence militaire conventionnelles ou non conventionnelles, de l'économie et la capacité à influencer les marchés mondiaux de l'énergie, sans toutefois entrer forcément dans un conflit armé.

Téhéran pense que les États-Unis sont engagés dans une guerre hybride pour renverser le régime, mêlant à la fois tactiques conventionnelles et non conventionnelles à tous les éléments du pouvoir de l'État, ce que l'Iran assimile à un conflit armé. En 2016, Khamenei a pour la première fois appelé l'armée à renforcer ses capacités offensives en plus de ses capacités défensives. Depuis, les responsables militaires ont souligné la nécessité pour l'Iran d'investir davantage dans des capacités et des missions offensives, traditionnellement négligées, comme la puissance aérienne de combat ou le maintien de la présence avancée. Selon les dirigeants iraniens, l'instabilité du Moyen-Orient appelle une stratégie de « dissuasion active », impliquant une intervention préventive dans les conflits régionaux dans le but de faire face aux menaces pesant sur la sécurité nationale.

<sup>53</sup> RAZOUX, Pierre. *La Guerre Iran-Irak (1980-1988)*, Perrin, 2017.

<sup>54</sup> GRESH Alain, VIDAL Dominique, « La guerre Iran-Irak (1980-1988) », *Le Monde diplomatique*, 2007.

<sup>55</sup> HOURCADE, Bernard. « La révolution iranienne de 1979 et l'émergence de nouveaux États », in BADIE, Bertrand ; VIDAL, Dominique (dir.). *Op. cit.*



### 5.3 Le ministère de la Défense et de la logistique des forces armées (MDLFA)

Le ministère de la Défense et de la Logistique des Forces Armées (MDLFA) est actuellement dirigé par Amir Hatami, qui a remplacé Hossein Dehghan en 2017. Ancien vice-ministre de la Défense dans le 11<sup>e</sup> gouvernement, commandant adjoint des forces armées, il a dirigé les relations extérieures et a participé au développement de la coopération militaire avec certains pays de la région. Il a également été chef du bureau des relations internationales des forces armées iraniennes. (Crédit image : *Mohammad Hassanzade*)



Les autres membres actuels du ministère de la Défense et de la Logistique des Forces Armées incluent<sup>56</sup> :

- **Ahmad Vahidi** (bureau du ministre).

Chef-adjoint du MDLFA, il est reconnu par l'Union européenne le 24 juin 2008 comme étant lié aux activités de prolifération nucléaires de l'Iran, il est à ce titre interdit de séjour et de transit dans certains pays européens. Il a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international émis le 9 novembre 2006 pour une participation présumée à l'attentat à la bombe contre l'Association mutuelle juive argentine à Buenos Aires en 1994. Il est aussi un ancien commandant de la force des Al-Qods du Corps des Gardiens de la Révolution. (Crédit image : *Khamenei.ir*)



- **Mostafa Mohammad Najjar** (bureau du ministre).

Employé du ministère en charge de tous les programmes militaires, et notamment des missiles balistiques, il est reconnu par l'Union européenne comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire et à ce titre interdit de séjour et de transit dans certains pays européens. Il aurait rejoint les Pasdaran en 1979, serait devenu dès 1982 le chef de la direction du Moyen-Orient du Corps des Gardiens de la Révolution et aurait commandé les forces Pasdaran au Liban. Impliqué au sein du ministère du Corps des Gardiens de la Révolution (aujourd'hui disparu) dès 1985, il supervise des entreprises de fabrication de défense, notamment la DIO, dont il aurait été chef-adjoint de la planification et du développement avant 2005.

- **Ali Shamkhani** (bureau du ministre), Secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale (CSSN). Ce contre-amiral fut auparavant ministre de la Défense entre 1997 et 2005. (Crédit image : Mohammad Ali *Marizad*)



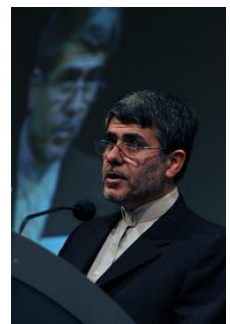
- **Sayyad Medhi Farahi** (adjoint au ministère).

Reconnu par l'Union européenne le 24 juin 2008 comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire de l'Iran, il est interdit de séjour et de transit dans certains pays européens. Impliqué dans le développement d'un propulseur de roquette de 80 tonnes développé conjointement par l'Iran et

<sup>56</sup> *Iran watch*, 2020. Disponible sur : <https://www iranwatch.org/iranian-entities/ministry-defense-armed-forces-logistics-modaf> [Consulté le 08/01/2021]

la Corée du Nord, il s'est ainsi rendu à Pyongyang pour des négociations. Membre du Corps des Gardiens de la Révolution, il est l'ancien chef de l'Organisation iranienne des Industries Aérospatiales (AIO) en Iran.

- **Reza Mozaffarinia Hosein** (vice-ministre de la Défense).  
Impliqué dans le programme de missiles de l'Iran, il est, au même titre que ses homologues, fortement surveillé par les États-Unis. Il est le doyen de l'université Malek Ashtar (MUT), qui est subordonnée au Centre de Recherche sur la Technologie et la Sciences de la Défense, lui-même contrôlé par le MDLFA.
- **Javad Darvish-Vand** (ancien ministre adjoint et inspecteur général du MDLFA).  
Brigadier général du Corps des Gardiens de la Révolution, il est reconnu par l'Union européenne le 24 juin 2008 comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire de l'Iran, et à ce titre interdit de séjour et de transit dans certains pays européens.
- **Le brigadier-général Beik Mohammadlu** (adjoint aux approvisionnements et à la logistique).  
Il est reconnu par l'Union européenne comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire et, à ce titre, interdit de séjour et de transit dans certains pays européens.
- **Le contre-amiral Mohammad Shafi'i Rudsari** (ancien adjoint à la coordination du MDLFA).  
Il est reconnu par l'Union européenne comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire. Il est interdit de séjour et de transit dans certains pays européens.
- **Le brigadier-général du Corps des Gardiens de la Révolution Ali Shamshiri** (adjoint au contre-espionnage du MDLFA).  
Il est reconnu par l'Union européenne comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire et interdit de séjour et de transit dans certains pays européens. Responsable de la sécurité du personnel et des installations du MDLFA, il aurait été ancien commandant adjoint du chef d'état-major interarmées du Corps des Gardiens de la Révolution.
- **Mojtaba Haeri** (ingénieur et adjoint de l'industrie).  
Député de l'industrie pour le MDLFA, et superviseur au sein de l'AIO et du DIO, il est reconnu par l'Union européenne comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire. Il est interdit de séjour et de transit dans certains pays européens.
- **Fereidoun Abbasi-Davani** (scientifique en chef du ministère).  
Chef de l'organisation iranienne de l'énergie atomique, il est l'ancien scientifique en chef du ministère. Il est reconnu par l'ONU (résolution 1747 du Conseil de Sécurité des Nations unies, 24 mars 2007) et l'Union européenne comme étant impliqué dans des activités de prolifération nucléaire ou balistiques de l'Iran. Il est interdit de séjour et de transit dans certains pays européens. Titulaire d'un doctorat en physique nucléaire, il est impliqué dans le développement de l'extraction et l'enrichissement d'uranium, a travaillé en étroite collaboration avec Mohsen Fakhrizadeh-Mahabadi, et a enseigné dans des universités iraniennes (Institut iranien d'études en physique et mathématiques théoriques (IPM), Université Imam Hossein et Université Malek Ashtar). (Crédit photo : Dean Calma / IAEA)
- **Naser Maleki** (chef du groupe industriel SHIG).



Fonctionnaire du MDLFA, il supervise le programme iranien de missiles balistiques à longue portée Shahab-3. Il est reconnu par l'Union européenne et par l'ONU (résolution 1747 du Conseil de sécurité des Nations unies, 24 mars 2007) comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire. Il est interdit de séjour et de transit dans certains pays européens.

– **Seyed Mohammad Hashemi.**

Fonctionnaire du ministère, il supervise le programme de missiles balistiques de l'Iran.

– **Mohsen Fakhrizadeh-Mahabadi** (scientifique en chef du ministère).

Victime d'un assassiné ciblé le 27 novembre 2020, Israël étant fortement suspecté d'avoir éliminé ce chef du département Recherche et innovation du ministère. Référent scientifique en chef du ministère, cet ancien chef du Centre de recherche en physique, reconnu par l'Union européenne et par l'ONU (résolution 1747 du Conseil de sécurité des Nations unies, 24 mars 2007) comme étant lié aux activités de prolifération nucléaire, fut considéré par les services de renseignement américains comme le directeur du « Projet 111 », un projet de recherche nucléaire qui comprend des travaux sur le développement de missiles. Membre du conseil scientifique du collège de physique de l'Université Imam Hossein depuis 1991, il aurait dirigé le programme nucléaire national au centre iranien de préparation et de nouvelles technologies de défense et dirigé l'Organisation pour la nouvelle recherche de la défense (SNPD), depuis le site de Mojdeh dans la banlieue de Téhéran. (Crédit image : <https://www.tasnimnews.com/fa/news/1399/09/08/2398530/>)



#### 5.4 Les services de renseignement iraniens : un acteur redoutable de la sécurité intérieure et extérieure

Les services de renseignement garantissent la sécurité du régime en prévenant les menaces, intérieures (opposants) comme extérieures (États-Unis, Israël...). Ils mènent par ailleurs des opérations en Afghanistan, en Irak, mais aussi au Yémen et sur les continents africain et sud-américain par le biais du Hezbollah libanais. Enfin, les services secrets sont impliqués dans la mise à niveau des forces armées et du potentiel nucléaire »<sup>57</sup>.

##### Organisation et missions du Vevak

**Le Vevak** (*Vezārat-e Ettelā'at va Amniat-e Keshvar*) est le **ministère des Renseignements et de la sécurité** iranien. Né en 1984 sous le mandat de Moussavi, il reprend les attributions de la Savak, les anciens services de renseignement en action sous le Shah. Le Vevak est placé sous l'autorité du Conseil suprême de la Sécurité Nationale (CSSN) et rend des comptes au Guide suprême, l'ayatollah Khamenei. Son chef doit obligatoirement être religieux et « *détenir un degré dans l'ijihad, c'est-à-dire la capacité à interpréter le Coran et les paroles du Prophète et de ses imams* ». Le titulaire actuel de ce poste est le politicien Mahmoud Alavi. Au-delà de sa mission première, la traque des opposants au régime (principalement les membres de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple OMPI, mais aussi des militants royalistes, kurdes, arabes, baloutches...), les activités du Vevak évoluent. **Il pratique le contre-**

<sup>57</sup> MOUTOUH, Hugues ; POIROT Jérôme (dir.). *Dictionnaire du renseignement*, Perrin, 2020.

**espionnage et approvisionne l'Iran en matériels soumis à l'embargo** (armements, pièces de rechange, matériel nécessaire au développement d'un programme nucléaire...). Une de ses nouvelles attributions serait la préparation de représailles à des éventuelles interventions américaines ou israéliennes, destinées à enrayer le programme nucléaire national. Enfin, le *Vevak* est chargé de centraliser les renseignements récoltés par ses agents déployés à l'étranger.

### Personnel et services du Vevak

Le personnel du *Vevak* est composé de civils, dont la majorité est basée à l'étranger. Il existe deux filières de recrutement : au sein de l'université Imam Mohammad Bagher d'Ispahan, qui dépend du *Vevak* et propose un concours d'entrée aux étudiants de 22 à 27 ans d'une part ; par cooptation d'autre part. Tous les candidats sont convoqués pour subir des tests physiques et psychologiques, puis sont évalués sur des questions culturelles, économiques, sociales, politiques et religieuses. Les candidats reçus intègrent « l'école d'espionnage » de l'université Imam Mohammad Bagher, où ils suivent une formation spécifique avant d'intégrer le *Vevak* et de rejoindre leur première affectation et de servir à l'étranger. Il faut distinguer les « honorables correspondants », fonctionnaires appartenant au *Vevak*, non rémunérés à ce titre, et les « agents » qui travaillent pour ce service et sont donc rémunérés par lui.

#### FOCUS : LES 15 DIRECTORATS DU VEVAK

Personnels,  
Administrations et finances,  
Affaires extérieures (relations avec les autres instances officielles iraniennes),  
Planification des opérations (à l'étranger),  
Technologie (cyber),  
Politique et étude des religions,  
Économie (corruption),  
Formation,  
Recherche,  
Archives et documentation ouverte,  
Analyse et stratégie,  
Sécurité intérieure (protection des institutions étatiques et des infrastructures importantes),  
Sécurité nationale (veille des opposants politiques),  
Contre-espionnage,  
Renseignement extérieur (divisé en différentes sections géographiques et thématiques)<sup>58</sup>.

Le *Vevak* est également implanté à l'étranger. Les officiers de renseignement « officiels » servent à l'étranger sous une couverture diplomatique ; il n'est ainsi pas rare que certains ambassadeurs iraniens soient des membres du *Vevak*. Les officiers de renseignement « clandestins » sont des personnels d'associations, d'entreprises, des étudiants, des médecins, des hommes d'affaires, *etc.* Les principaux

<sup>58</sup> Le département n° 155 a en charge le soutien de mouvements islamiques. Le département n° 157, qui est implanté au sein du ministère des Affaires étrangères, a pour mission de gérer les postes dissimulés dans les représentations diplomatiques.

postes de l'organisation au Proche et Moyen-Orient sont ceux d'Amman en Jordanie (l'Iran entretenant des liens étroits avec les services de renseignements de ce pays) et de Beyrouth au Liban (liens également étroits avec le Hezbollah, « bras armé » des services iraniens, qui recrutent parmi la diaspora libanaise) ; mais le *Vevak* dispose aussi de postes en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis.

En Europe, les postes les plus importants sont : Paris, Berlin, Bruxelles, Londres, Vienne, Milan, Genève et Stockholm. Le *Vevak* possède également d'importantes structures en Turquie (Istanbul et Ankara) et en Bulgarie, où certaines associations sont suspectées d'être de nouvelles implantations des services secrets iraniens. L'Iran s'appuie également sur des coopérations avec certains pays latino-américains, comme le Venezuela ou le Brésil, le Paraguay, l'Argentine, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et Cuba.

Les opérations de contre-espionnage et de contre-ingérence augmentent ces dernières années ; face à la menace, les services de renseignement iraniens ont créé une structure spécifique : la *Oghab 2* (Aigle 2). L'opposition croissante avec l'Arabie saoudite et les émirats du Golfe, la guerre secrète contre les États-Unis, Israël et les mouvements kurdes, le recrutement des agents par des puissances étrangères constituent les principaux champs d'action des services de renseignement iraniens. L'Irak est également un théâtre d'opérations important depuis le règne du Shah (infiltration du régime de Saddam Hussein par des agents iraniens, installation de centres de renseignement dans des villes irakiennes...), tandis que l'Afghanistan émerge également au cœur des préoccupations iraniennes.

### Les services de renseignement du Corps des Gardiens de la Révolution

Parallèlement, le Corps des Gardiens de la Révolution dispose de sa propre organisation du renseignement, divisée en deux unités : le renseignement d'un côté, l'exécution des opérations de l'autre. **Étroitement liés au *Vevak*, les membres de cette organisation surveillent les services secrets étrangers, veillent à la « sécurité militaire » et exécutent des opérations intérieures et extérieures.** Hossein Ta'eb est le chef des organes de renseignement des *Pasdarans* ; il contrôlerait également l'ensemble de la communauté du renseignement iranienne qui serait ainsi placée entièrement sous l'autorité du Guide suprême de la Révolution. En effet, d'autres structures étatiques se chargent aussi des questions de renseignement : le Bureau 101, le Bureau de sauvegarde du renseignement de l'armée, l'Unité de renseignement de l'enquête du bureau du Premier ministre, la Direction de la sécurité des milices Bassidjis, l'Unité du renseignement des *komitehs* de la Révolution islamique ou encore le Bureau du renseignement du Procureur de la Révolution.



## 6 | LES FONDAMENTAUX DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Plusieurs facteurs structurent la politique étrangère de la République islamique, au-delà des diverses tendances intérieures issues de la révolution de 1979 qui l'influencent : une tendance pragmatique, davantage portée à la coopération, et une tendance doctrinaire plus conservatrice. Certains de ces facteurs tiennent à l'**objectif prioritaire de survie du régime** aussi bien qu'à des éléments caractéristiques de l'identité politique iranienne, axée sur l'**idéologie révolutionnaire messianique et un nationalisme décomplexé fortement teinté d'anti-américanisme et d'anti-sionisme**. D'autres tiennent à la promotion d'un « *axe de résistance* » à même d'assurer la sécurité d'un pays isolé diplomatiquement et qui ressent un fort **sentiment d'encerclement** ; cet axe relie l'Iran à la Syrie, au Liban et à la Palestine en traversant l'Irak. Enfin, l'**affirmation de son influence régionale, en confrontation directe avec l'Arabie saoudite**, est volontiers perçue par les adversaires de l'Iran comme hégémonique dans le golfe Persique<sup>59</sup>. Ces différents éléments convergent pour soutenir une diplomatie soucieuse de lutter contre la politique américaine d'endiguement par une course au nucléaire<sup>60</sup>.

### 6.1 Iran - États-Unis : de l'entente à l'hostilité résolue

Les relations bilatérales de ces deux pays aux prétentions hégémoniques partagées, à l'échelle mondiale pour l'un (États-Unis) ou régionale pour l'autre (Iran), trouvent de longue date au Moyen-Orient un terrain d'affrontement ou d'alliance, selon les époques, pour y manifester leur puissance, leur influence et leur légitimité<sup>61</sup>.

La projection des États-Unis au Moyen-Orient date de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de l'établissement d'un partenariat avec l'Arabie saoudite pour sécuriser leur approvisionnement en pétrole (pacte du Quincy de février 1945, renouvelé en 2005). Durant la Guerre froide, la doctrine américaine au Moyen-Orient se concentre sur le maintien de l'approvisionnement en matières premières, la défense d'Israël et l'endiguement de l'expansion idéologique de l'URSS. Cherchant à contrôler les hydrocarbures dont ils ont besoin, les États-Unis font du Moyen-Orient le « *réservoir complémentaire de leurs champs pétrolifères au point d'intervenir directement dans les affaires de l'Iran* »<sup>62</sup>, n'hésitant pas à favoriser le renversement du gouvernement de Mossadegh en 1953, pour le remplacer par un gouvernement pro-occidental à même de préserver leurs intérêts dans l'exploitation des gisements de pétrole.

Ce paradigme américain se trouve bouleversé par la Révolution islamique de 1979, qui assimile désormais les États-Unis au « **Grand Satan impérialiste** ». Dès lors, les relations entre les deux pays ne vont cesser de se dégrader, à l'image de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran de novembre 1979 à janvier 1981. L'anti-américanisme devient un fondement idéologique du système politique iranien, qui ne cesse depuis de tirer parti d'un degré d'hostilité contrôlé envers les États-Unis. Parallèlement, les Saoudiens, inquiets du projet d'exportation de la Révolution islamique iranienne, vont trouver une oreille toujours plus attentive à Washington durant près de 30 ans.

59 « L'Iran au Proche et Moyen-Orient : un hegemon incertain ? », RAMSES 2019. Les chocs du futur, 2020.

60 GHANNAD, Hervé. *Identité et politique extérieure de l'Iran*, Paris, Studyrama, 2013.

61 ZARIFIAN, Julien. *Choc d'empires ? Les relations États-Unis / Iran du XIXe siècle à nos jours*, Maisonneuve & Larose Nouvelles éditions, 2018.

62 LEVALLOIS, Agnès. *Op. cit.* p. 123-135.

**La présidence de Barack Obama marque un infléchissement de la politique américaine dans la région avec la signature de l'accord de Vienne (JCPOA ou *Joint Comprehensive Plan of Action*) en 2015**, signant la réintégration de l'Iran dans la communauté internationale pour lui permettre de jouer un rôle stabilisateur. L'accord prévoyait le contrôle du programme nucléaire iranien en échange d'une levée progressive des sanctions économiques ; la pression temporaire des sanctions ne constituait pas une fin mais un moyen, suscitant de vives réticences à coopérer avec l'Iran dans des compartiments importants de la société américaine, tandis que les pays du Golfe s'inquiétaient de la montée en puissance de cet acteur régional. Ces deux axes de mécontentement vont se rejoindre avec l'élection de Donald Trump en novembre 2016. Dès son arrivée au pouvoir, il opte au contraire pour un **retrait de l'accord de Vienne en mai 2018, accompagné d'un rétablissement et d'un durcissement des sanctions contre le régime iranien**. Ces mesures américaines ne laissent aucune marge de manœuvre à la République islamique puisque les sanctions portent à la fois sur les transactions financières, les importations de matières premières et l'interdiction de la vente de pétrole. Selon Agnès Levallois, « *l'objectif de Washington est ainsi d'empêcher toute exportation de pétrole afin d'étrangler l'économie du pays* ». Les 12 conditions présentées par Mike Pompeo pour la signature d'un nouvel accord sont impossibles à accepter pour les dirigeants iraniens.

**La stratégie déstabilisatrice de Washington à l'encontre de la République islamique a aussi des conséquences régionales.** Face à l'escalade et au risque d'un affrontement direct, la réaction des autorités iraniennes a consisté en des actes de provocation à l'égard des États-Unis et de leurs alliés régionaux tels que l'Arabie saoudite : attaques de pétroliers, destruction d'un drone américain au large des côtes, ou encore invasion de l'ambassade des États-Unis en Irak par des milices chiites pro-iraniennes, afin de matérialiser leur menace d'étendre le conflit dans toute la région. Il s'agit pour les dirigeants iraniens de « *rester dans l'accord tout en augmentant le "coût" de la politique américaine. Or cette stratégie a conduit à une montée progressive des tensions avec Washington [qui] a plutôt renforcé en Iran l'idée que la présence dans la région était vitale*<sup>63</sup>. Cette tension culmine le 3 janvier 2020 avec l'assassinat ciblé du général Qassem Soleimani, chef des opérations extérieures du Corps des Gardiens de la Révolution, lors d'un raid américain en Irak ordonné par Donald Trump pour desserrer la menace iranienne sur les bases américaines dans ce pays. Les Iraniens se rassemblent alors spontanément par millions dans la rue pour rendre hommage au populaire général et dénoncer une opération menée en violation de la souveraineté irakienne<sup>64</sup>, tandis que, le 5 janvier 2020, le parlement de Bagdad vote une résolution demandant au gouvernement de « *mettre fin à la présence des troupes étrangères et leur interdire d'utiliser ses terres, son espace aérien ou ses eaux pour quelque raison que ce soit* ». Cet événement tend dramatiquement les relations entre les deux pays, même si, selon le chercheur Renad Mansour, l'élimination de Qassem Soleimani « *n'aura pas d'impact matériel sur la capacité de l'Iran à poursuivre son programme régional ou son projet. Ses succès à cet égard ont été le produit d'opportunités, de capacités institutionnelles et d'avantages structurels qui ne seront pas affectés par la perte d'un seul homme* »<sup>65</sup>.

Les sanctions américaines renforcées ont toutefois échoué à faire tomber le régime iranien, qui a su maintenir une capacité de résistance et de nuisance malgré la crise sanitaire du Coronavirus qui constitue une autre source de déstabilisation pour le pays, d'autant que le président Trump a toujours refusé d'envisager de desserrer l'étau en cette occasion. Le secrétaire d'État Mike Pompeo a de son côté lancé le 18 avril 2020 une nouvelle offensive pour obtenir la prolongation de l'embargo onusien sur les armes

<sup>63</sup> COVILLE, Thierry. « L'Iran entre jeu régional et jeu international », in BADIE, Bertrand ; VIDAL, Dominique (dir.). *Op. cit.*

<sup>64</sup> LABBÉ, Marie-Hélène. *Op. cit.*

<sup>65</sup> « Moving America Closer to War? », in *Report Middle East*, New York, The Century Foundation, January 8th, 2020.

conventionnelles expirant en octobre 2020, empêchant ainsi toute tentative européenne de sauver l'accord de Vienne<sup>66</sup>. **Deux logiques opposées s'affrontent donc : celle des États-Unis, qui considèrent que l'Iran profite de leur sortie de l'accord pour relancer son programme nucléaire ; celle de l'Iran d'autre part, qui estime que Washington, en se retirant de l'accord, a libéré la République islamique de ses engagements, la laissant libre de reprendre son enrichissement d'uranium au-delà des normes prévues par la communauté internationale.**

En dépit de l'élection de Joe Biden, qui a affiché, durant sa campagne et depuis sa prise de fonction en janvier 2021, sa volonté d'infléchir la politique trumpienne de « pression maximale » et de réintégrer l'accord sur le nucléaire iranien, **l'absence totale de confiance entre les deux pays laisse planer un sérieux doute quant à une éventuelle sortie de crise.** Le nouveau locataire de la Maison Blanche s'est ainsi résolu à ordonner des frappes contre des milices chiites pro-iraniennes en Syrie, peu après l'attaque menée par des miliciens inféodés à Téhéran contre la base aérienne d'Erbil, abritant des soldats américains dans le nord de l'Irak<sup>67</sup>.

## 6.2 La Russie et la Chine, des partenaires de choix pour l'Iran

Pour les Occidentaux, l'Iran, la Chine et la Russie sont souvent perçus comme des états révisionnistes envers ce qu'ils perçoivent comme un ordre international « américain ». Il est certain que ces pays, qui nourrissent des ambitions d'influence plus régionales que globales, cherchent à discréditer la puissance américaine et éloigner l'influence occidentale de leurs frontières et du Moyen-Orient. Si la Russie et la Chine disposent de capacités pour bouleverser l'ordre mondial, l'Iran apparaît en revanche plus limité et peine à s'affirmer à l'échelle globale. Quoi qu'il en soit, la préservation de leurs intérêts nationaux, politiques et idéologiques est primordiale. De ce fait, **les relations de l'Iran avec la Chine et la Russie revêtent un caractère utilitaire, lui permettant de sortir de son isolement.** Moscou et Pékin sont ainsi des alliés importants, notamment à l'ONU où ils disposent du droit de veto qui leur permet parfois de contrecarrer les actions du camp occidental mené par les États-Unis. Le soutien de ces deux pays s'est manifesté plus particulièrement au moment où la communauté internationale évoquait des sanctions très dures contre la République islamique et son programme nucléaire, son gouvernement, sa doctrine et ses activités (violation des droits de l'homme, soutien à des groupes terroristes, *etc.*). Ces relations politiques sont devenues la base d'une coopération plus large, militaire et économique, qui s'est considérablement développée ces 30 dernières années. Il est à noter que la nature des relations Iran-Russie et Iran-Chine diffère. En effet, **si la Chine et l'Iran sont d'importants partenaires économiques dans divers domaines (investissements en infrastructures, énergie, finance), la coopération économique avec la Russie ne concerne quasiment que le nucléaire.**

Après que tous liens eurent été coupés avec les pays occidentaux suite à la Révolution islamique, les institutions militaires iraniennes ont commencé à travailler en étroite collaboration avec la Russie et la Chine pour développer leurs capacités militaires. Les générations actuelles de cadres militaires iraniens ont ainsi une longue expérience de coopération avec les militaires russes et chinois, qui a été centrale dans la

<sup>66</sup> “Embargo sur les armes, Washington persiste et signe: toute vente à l'Iran entraînera des sanctions, dit Pompeo”, *45e Nord*, 18 octobre 2020. Disponible sur : <http://www.45enord.ca/2020/10/embargo-sur-les-armes-washington-persiste-et-signe-toute-vente-a-liran-entraînera-des-sanctions-dit-pompeo/>.

<sup>67</sup> HUBBARD, Ben ; ARRAF, Jane. “With Strikes in Syria, Biden Confronts Iran's Militant Network”, *The New-York Times*, Feb. 26, 2021.

décision de commencer des négociations sur le nucléaire avec les P5+1<sup>68</sup>. Cette expérience a également servi pour mettre en avant le **développement d'une « économie de résistance », basée sur l'autosuffisance dans des secteurs stratégiques, notamment les sciences et le militaire, avec le concours recherché de ces deux partenaires essentiels auprès desquels la République islamique peut acquérir des systèmes d'armes.**

### Iran - Russie : véritable alliance ou compétition régionale ?

Une relation spéciale lie la Russie à l'Iran depuis leur intervention commune en Syrie.

Aujourd'hui, de nombreux acteurs russes interviennent dans les sphères politique, économique et militaire iraniennes (entreprises du secteur énergétique nucléaire civil, chemins de fer, employés, représentants et émissaires de différents ministères, Église orthodoxe russe...). Un puissant lien s'est aussi instauré entre les élites politico-militaires des deux pays dans le cadre des opérations en Syrie.

Il existe une **variété d'acteurs russes vecteurs de la relation russo-iranienne**. En matière de vente d'armements et de coopération militaro-technique, la société russe Rosoboronexport est le principal interlocuteur des Iraniens, avec notamment la livraison de systèmes S-300 en 2016. Le vice-ministre russe Sergueï Ryabkov est quant à lui un acteur essentiel de cette relation, « *grand artisan de l'accord sur le nucléaire iranien côté russe, il semble incarner une ligne équilibrée* »<sup>69</sup>. Par ailleurs, on trouve au ministère russe des Affaires étrangères un vecteur pro-iranien incarné par Zamir Kabulov, le directeur du deuxième département du ministère, en charge des affaires asiatiques, qui affichait clairement le soutien de la Russie à la République islamique en cas d'agression américaine. Le Kremlin est aussi naturellement un acteur majeur dans les relations avec l'Iran : au-delà des fréquents entretiens entre le président russe et son homologue iranien, c'est surtout Alexandre Lavrentiev, envoyé spécial de Vladimir Poutine pour la Syrie, qui a coopéré avec les Iraniens lors du forum économique d'Astana en 2019. Enfin, Nikolaï Patrouchev est le directeur du Conseil national de sécurité russe, qui se serait engagé auprès de son homologue iranien Ali Shamkhani à prendre en compte les intérêts iraniens et à les faire valoir auprès de ses homologues israélien et américain. La coopération russo-iranienne se poursuit jusqu'à la commission intergouvernementale russo-iranienne pour la coopération économique et commerciale, présidée par les ministres de l'énergie des deux pays : Alexandre Novak et Reza Ardakanian. En juillet 2019, Moscou et Téhéran ont concrétisé leur rapprochement par un mémorandum sur l'expansion de la coopération militaire russo-iranienne, qui prévoit d'étendre leur coopération militaire à l'océan Indien et au détroit d'Ormuz. En octobre 2019, le président Rohani a confirmé depuis Erevan l'adhésion pour trois ans de son pays à l'Union économique eurasiatique ; elle a favorisé une croissance de 24,6 % des échanges entre les deux pays, estimés à 1,3 milliard de dollars<sup>70</sup>.

**Si la Russie semble être une figure incontournable dans le champ stratégique de Téhéran, ce partenariat russo-iranien semblerait plutôt relever de la « compétition collaborative » que de la véritable alliance régionale.** La guerre en Syrie en a par exemple été le théâtre. Pour l'Iran, la Syrie est un élément essentiel de son « axe de la résistance », où étendre son influence. Ainsi, selon le Département d'État américain, la République islamique aurait dépensé plus de 16 milliards de dollars pour maintenir le régime de Damas. Aujourd'hui sous pression militaire et économique américaine, l'Iran ne semble plus en

<sup>68</sup> Le P5+1 est un groupe de six grandes puissances (la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni, et les États-Unis et l'Allemagne) formé en 2006, pour unifier les efforts diplomatiques dans les discussions autour du programme nucléaire iranien.

<sup>69</sup> DELANOE, Igor. « Russie-Iran : après la victoire militaire en Syrie, quel partenariat ? », *op. cit.*, p. 137-150.

<sup>70</sup> THERME, Clément. *Op. cit.*

mesure de fournir des ressources nécessaires à l'entretien des forces en Syrie et en Irak. Il chercherait à établir des bases permanentes en Syrie, ainsi que des usines de production de missiles et de roquettes, non seulement pour asseoir son pouvoir au Levant, mais aussi dans le but d'acheminer plus facilement des armes vers le front israélien. De même, le régime de Téhéran chercherait à institutionnaliser encore davantage son influence dans les forces armées syriennes, poussant à y incorporer les 30 000 miliciens chiites qu'il a équipés et financés. Enfin, il semble que Téhéran ait entrepris d'acheter des terres et des biens immobiliers en Syrie, afin d'y relocaliser des populations chiites. Parallèlement, la Russie cherche à stabiliser son influence au Moyen-Orient, notamment par le « processus d'Astana » mené en Syrie depuis 2017 avec l'Iran et la Turquie (même si les visions de l'après-guerre de ces trois États peuvent diverger) et en mobilisant ses relations avec le parti Baas ainsi que l'armée syrienne. Moscou a ainsi créé de nouvelles unités « prétoriennes » : le 5<sup>e</sup> Corps et la Forge Tigre, qui ont combattu sous le commandement russe et participé activement à la restructuration de l'état-major syrien.

Si les intérêts russes et iraniens ont globalement convergé en Syrie, il convient cependant de noter que **la Russie n'adhère pas totalement à la politique iranienne dans le Golfe**. Elle a ainsi entrepris de développer ses relations avec les monarchies arabes, collaborant notamment avec Riyad et les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour maintenir voire développer sa position dans la région (armes, nucléaire civil) ; Moscou apporte également une aide humanitaire au Yémen. Grâce aux relations pragmatiques entretenues avec la plupart des acteurs de la région sans exclusive, dont une coopération sécuritaire à la fois avec Israël et ses ennemis iranien et syrien, la Russie cherche aussi à apparaître comme une puissance médiatrice incontournable. La Russie et l'Iran entretiennent également des divergences concernant la présence étrangère dans la zone du Golfe : alors que l'Iran soutient l'idée d'un Moyen-Orient sans présence étrangère, la Russie préfère la création d'un système de sécurité dans le golfe Persique, et au-delà, où elle conserverait ses récents gains stratégiques. Concernant l'accord de Vienne, le retrait américain ayant obligé les entreprises européennes qui travaillaient en Iran à quitter le pays, les Iraniens n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers les entreprises et capitaux russes ou chinois. Mais l'Iran déplore le peu d'entrain manifesté par les Russes à investir (d'autant que ses capacités financières sont limitées), tandis que le retour en vigueur des sanctions américaines a poussé certains opérateurs pétroliers russes à quitter le pays. **D'ailleurs, sa dénonciation des sanctions unilatérales américaines ou européennes à l'encontre de l'Iran n'empêche pas Moscou de soutenir les pressions internationales pour limiter les ambitions nucléaires de la République islamique.**

### Iran - Chine : une coopération précieuse

Dès le début des années 1980, dans le cadre de la guerre contre l'Irak, les difficultés militaires poussent la République islamique à rechercher le soutien chinois. Pour la Chine, c'est l'occasion de stimuler les exportations de ses propres compagnies d'armement, mais aussi de former des militaires iraniens et d'aider l'Iran à développer son complexe militaro-industriel. Selon le SIPRI, la Chine aurait ainsi été le second fournisseur d'armement conventionnel de l'Iran entre 1981 et 2019. Pour la République islamique, la Chine devient également un fournisseur essentiel de savoir-faire et de technologies nucléaires, notamment dans les années 1990 (formation de spécialistes, fourniture de différents types de technologies et de machines, aide dans l'extraction et l'enrichissement de l'uranium...). Si les deux régimes semblent idéologiquement opposés, les intérêts géopolitiques sont bien trop importants pour renoncer à une coopération. En effet, **les deux régimes s'opposent à l'hégémonie occidentale et à l'unilatéralisme de Washington**. D'un point de vue stratégique, les intérêts convergent également : la Chine et l'Iran se méfient tous deux de la présence des États-Unis en Irak, en Afghanistan et en Asie centrale. La Chine et l'Iran partagent de la sorte un



« intérêt à limiter l'influence américaine dans le golfe Persique, vu du côté iranien comme une zone d'influence naturelle tandis que Pékin considère qu'une domination américaine complète de cet espace y est contraire à ses intérêts »<sup>71</sup>. Effectivement, la Chine a un besoin vital des hydrocarbures moyen-orientaux (70 % de ses importations de pétrole d'ici 2035) et cherche ainsi à limiter les possibilités de pressions américaines à cet égard. De plus, **le « modèle » chinois a un réel pouvoir d'attraction au sein des élites dirigeantes iraniennes : non seulement par sa capacité à cumuler réussite économique et maintien d'un régime autoritaire, mais aussi par le « consensus de Pékin » basé officiellement sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des États**, à la différence de Washington et de l'UE.

Contrairement aux États-Unis, la Chine soutient globalement le programme nucléaire civil de l'Iran et conteste les sanctions internationales à l'encontre de la République islamique. Ainsi, le positionnement chinois réduit l'isolement international du régime iranien et contribue à stabiliser l'économie iranienne soumise aux sanctions internationales. Pékin a associé l'Iran à son initiative d'intégration économique régionale lancée en 2013, les « routes de la soie » (BRI), ce qui offre des perspectives économiques et financières intéressantes à Téhéran. L'Iran et la Chine coopèrent dans d'autres domaines : dans le secteur de la sécurité, des télécommunications, de l'armement, de la cyber-sécurité notamment. Malgré les pressions américaines, la Chine a contribué au renforcement des capacités militaires iraniennes. En effet, la Chine et l'Iran ont conclu un accord pour la formation du personnel et la lutte anti-terroriste, ont organisé un exercice naval conjoint limité de sécurité maritime en 2017 et, pour la première fois, un exercice trilatéral avec la Russie en décembre 2019 en mer d'Oman, renouvelé en février 2021 afin d'afficher la solidité des relations entre ces pays face aux Américains.

Par ailleurs, **la Chine demeure le premier partenaire commercial de l'Iran** malgré une baisse des échanges consécutive aux sanctions américaines depuis 2018 et à la crise pandémique Covid-19 : ceux-ci concernent prioritairement les hydrocarbures, la pétrochimie, les minerais et les industriels chinois se sont implantés dans de nombreux secteurs (mines, construction, infrastructures, transports, télécommunications).

Le retrait américain de l'accord de Vienne en mai 2018 a rendu l'appui chinois plus nécessaire encore à Téhéran. Le ministre des Affaires étrangères iranien a multiplié les déplacements en 2019 pour approfondir et renforcer la coopération (notamment nucléaire). L'établissement d'un « **Nouveau partenariat stratégique global** » conclu entre la Chine et l'Iran en mars 2021, qui pourrait amener Pékin à investir 400 milliards de dollars en Iran dans les 25 prochaines années en échange de livraisons de pétrole, vise à relancer cette coopération bilatérale. Les responsables iraniens considèrent ce partenariat avec la Chine comme un moyen de réduire leur isolement sur la scène internationale et de renforcer leur position avant toute nouvelle négociation sur l'accord JCPOA. Des experts internationaux qui suivent les relations entre la Chine et l'Iran sont toutefois sceptiques quant au montant de 400 milliards de dollars, soit près d'un tiers des investissements estimés pour l'ensemble de la « *Belt and Road initiative* », d'autant qu'à ce jour, le total des stocks actuels d'investissements directs étrangers chinois en Iran ne dépasse pas environ 3 milliards de dollars. De plus, si les partenariats stratégiques globaux peuvent comporter des éléments de coopération en matière de sécurité, notamment des ventes d'armes et des formations conjointes, ils ne doivent pas être compris comme des alliances militaires. D'ailleurs Pékin n'a pas vendu de drones à l'Iran, comme il l'a fait avec les pays du CCG, ni n'a établi de partenariat pour la production locale d'armes, et la levée de

---

<sup>71</sup> KELLNER, Thierry. « La Chine et l'Iran : une « alliance » en formation ? », *op. cit.*, p. 151-165.

l'embargo des Nations unies sur les armes à destination de l'Iran en octobre 2020 n'a pas donné lieu à une vague d'achats d'armes chinoises<sup>72</sup>.

Pékin a par ailleurs rejoint les négociations P5+1 sur le nucléaire iranien et a signé le *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) en 2015. Cependant, si la Chine montre son désaccord avec le retrait américain de l'accord de Vienne en 2018, s'oppose aux sanctions imposées par Washington et dénonce son « aventurisme » lors de l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani à Bagdad en janvier 2020, elle a conscience des limites de son poids stratégique au Moyen-Orient face à des Américains encore dominants. Au-delà de la rhétorique, **les autorités chinoises se gardent bien pour l'heure de toute action concrète afin d'éviter des mesures de rétorsion américaines envers les intérêts des entreprises nationales implantées en Iran**. La Chine semble de ce fait avoir adopté une position de « médiateur », et le pouvoir iranien doit prendre en compte les intérêts chinois dans ses calculs politiques et économiques afin de mesurer le niveau réel de soutien que pourrait lui apporter son partenaire en cas de crise internationale. Il existe par ailleurs certaines divergences entre Chine et Iran : les ambitions régionales iraniennes ne sont pas sans inquiéter les Chinois, qui redoutent une ingérence potentielle au Tadjikistan (près de la province chinoise du Xinjiang) ; les relations de Pékin avec Israël, ennemi juré de Téhéran, pèsent aussi sur les relations sino-iraniennes. Si l'on constate une convergence des intérêts chinois et iraniens sur certains points politiques et géopolitiques, il semble néanmoins que Téhéran se trouve enfermé dans un rapport de force parfaitement maîtrisé par Pékin, qui se préoccupe en priorité de ses intérêts particuliers. La Chine et l'Iran partagent plutôt un partenariat limité qu'ils ne sont en réalité de véritables alliés, chacun étant utile à l'autre dans les domaines économique, sécuritaire, commercial, stratégique et énergétique. La *Weltanschauung* ainsi que les intérêts de l'Iran au Moyen-Orient et en Asie centrale, où pour l'heure Téhéran doit par exemple mettre en sourdine ses protestations contre la politique chinoise dans le Xinjiang musulman, indiqueraient au contraire qu'il est préférable à long terme pour Téhéran de ne pas entrer dans une alliance étroite avec la Chine<sup>73</sup>.

### 6.3 La République islamique et ses voisins

Pour Bruno Tertrais, l'Iran serait avant tout une puissance opportuniste, dénuée de « grande stratégie » et son action dans la région relèverait d'« un mélange de Perse impériale, d'Iran révolutionnaire, et dans une certaine mesure de messianisme chiite »<sup>74</sup>. « *L'axe de résistance* » prôné par le Guide suprême comprend le Liban, où il s'appuie sur le Hezbollah, la Syrie, dont il soutient avec constance le président Assad, l'Irak, où il contrôle certaines milices chiites, et le Yémen, où il appuie les rebelles Houthis. Ces quatre pays représentent pour Ali Kamenei et ses partisans une ligne de front face aux adversaires de l'Iran qui souhaiteraient minorer l'influence au Proche et Moyen-Orient de ce qu'ils perçoivent comme un « arc chiite » instrumentalisé par Téhéran. Pour cette raison, il leur importe d'éviter tout affaiblissement de la présence iranienne dans ces quatre pays, car il pourrait avoir des conséquences négatives globales contraire à leur ambition géostratégique<sup>75</sup>.

<sup>72</sup> « China-Iran deal: much ado about nothing? », *IJSS*, 07/04/2021. Disponible sur : <https://www.ijss.org/blogs/analysis/2021/04/china-iran-deal> . [Consulté le 20/04/2021]

<sup>73</sup> AZAD, Shirzad. *Iran and China. A new approach of their bilateral relations*, Lexington Books, 2017.

<sup>74</sup> TERTRAIS, Bruno. « Un pari raté : l'accord nucléaire et le comportement stratégique de l'Iran », in COLCOMBET, François (dir.). *Où va l'Iran ?*, Éditions Autrement, 2017.

<sup>75</sup> KOZHANOV, Nikolay. *Iran's strategic thinking, the evolution of Iran's foreign policy, 1979-2018*, Gerlach Press, 2018.

## L'Irak, un voisin en reconstruction

Si la guerre contre l'Irak a été pour les Iraniens à l'origine d'une sensation d'abandon par la communauté internationale, les deux guerres du Golfe puis l'invasion américaine en Irak ont plutôt éloigné le danger irakien. Les objectifs politiques de la République islamique vis-à-vis de l'Irak sont multiples<sup>76</sup> :

- empêcher que l'Irak redevienne une menace pour l'Iran ;
- faire de l'Irak un allié, voire un pilier de sa sphère de domination régionale ;
- renforcer les relations avec les chiites présents en Irak pour contrer la puissance sunnite ;
- supprimer les bases arrières des Moudjahidines du Peuple, dont les membres avaient été favorables à Saddam Hussein lors de la guerre Irak-Iran.

Globalement, **les objectifs de l'Iran consistent à contrer l'influence saoudienne en s'appuyant sur l'Irak**. Dans ce pays, l'Iran compte à la fois sur le *Supreme Iraqi Islamic Council* (parti d'obédience chiite, proche de l'état fédéral), l'*Islamic Data Party* (le parti du Premier ministre chiite, connu pour être un dissident de Saddam Hussein) et *Moqtada al-Sadr* (la 3<sup>e</sup> branche radicale et populiste chiite sur le plan politique en Irak) pour contourner les sanctions internationales, armer la Syrie, le Hezbollah et certains groupes armés, voire pour développer des relations commerciales. Il est vrai que les exportations iraniennes vers l'Irak représentent environ 25 % du marché des importations de l'Irak, soit 10 milliards de dollars<sup>77</sup>. En 2019, un accord a été signé entre l'Irak, l'Iran et la Syrie pour la construction de routes, et notamment d'un chemin de fer entre Shalamcheh et Bassora et dans certaines villes irakiennes chiites frontalières de l'Iran, l'influence iranienne se maintient depuis 2003. Le retrait des troupes américaines annoncé par Barack Obama puis Donald Trump donne à Téhéran l'occasion d'étendre son influence et de définitivement **consolider le « croissant chiite »** (Liban - Irak). L'Iran a réussi à s'imposer par une gestion officieuse de la faible armée irakienne d'un côté, mais surtout grâce aux milices chiites irakiennes supervisées, coordonnées, armées et formées par les Al-Qods de Qassem Soleimani, qui combattent les forces de l'État islamique d'autre part. Selon Thierry Kellner, grâce à ces réseaux paramilitaires chiites, l'Iran souhaite « *enraciner un relais politico-militaire local semblable au Hezbollah libanais* », et propager le modèle islamique iranien.

Il semble néanmoins que l'influence iranienne en Irak soit limitée par la persistance du sentiment national irakien ; dès 2015, des milliers de protestataires se sont soulevés contre les ingérences étrangères, la corruption et la détérioration des conditions de vie. Les ambitions iraniennes inquiètent Bagdad, et ravivent même un « chiisme irakien indépendant fort » qui ralentit les tentatives de la République islamique de s'imposer. **Le projet de réconciliation nationale irakien s'appuie donc en partie sur un endiguement de l'influence grandissante iranienne**, contribuant de la sorte à la renaissance d'un « nationalisme à caractère irakien ».

<sup>76</sup> GHANNAD, Hervé. *Identité et politique extérieure de l'Iran*, Studyrama, 2013.

<sup>77</sup> « Iran Holds 25% of Iraqi Market », *Financial Tribune*, 07/12/19.

# Amis et ennemis du régime iranien



Crédit photo 1 | « Qui sont les soutiens de l'Iran au Moyen-Orient ? », *Le Figaro*, 08/01/2020.

## L'Arabie saoudite, le grand rival sunnite

Dans les années 1970, les États-Unis favorisèrent un renforcement des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite. La révolution islamique de 1979 a depuis laissé place à une véritable lutte régionale qui se poursuit activement aujourd'hui. L'**actuelle guerre froide** à laquelle se livrent l'Iran et l'Arabie saoudite porte sur :

- le leadership du monde musulman, sachant que l'Iran chiite promeut le modèle de la « *wilayat al-faqih* », ou « Vicariat de la Loi divine » instaurant une primauté du pouvoir religieux sur le politique. Il se pose ainsi en rival de l'Arabie saoudite sunnite, la famille des Al Saoud étant considérée comme la gardienne des 2 principaux lieux saints de l'islam, et dénonce à la fois sa prétention à régenter la Péninsule arabique mais aussi à exercer une sorte de califat sur le monde musulman ;

- la suprématie dans le Golfe, un espace stratégique pour le commerce du pétrole, que l’Iran se dispute avec les pétromonarchies (Arabie saoudite, Bahreïn, EAU, Koweït, Oman, le Qatar) ;
- la gestion des ressources naturelles, notamment le pétrole et le gaz ; l’Iran et l’Arabie saoudite se situent au cœur d’un « triangle de l’énergie » qui attire les convoitises.

Immédiatement après la Révolution islamique de 1979, le nouveau régime a essayé d’exporter la révolution et de destituer le régime sunnite en menant des opérations contre Riyad et ses voisins du Golfe. Plus récemment, l’Iran a soutenu la rébellion Houthi au Yémen, ce qui a probablement constitué la provocation la plus directe contre l’Arabie saoudite depuis des dizaines d’années. Déjà en mesure de menacer le détroit d’Ormuz, les Iraniens caressent l’ambition de contrôler, par le truchement des rebelles Houthi, le détroit de Bab el-Mandeb qui commande la mer Rouge. Afin de déjouer tout encerclement par la menace chiite, avec l’Irak au nord, l’Iran à l’est et le Yémen au sud, le prince Salman a répondu avec virulence aux agissements iraniens en menant, à partir de mars 2015, des interventions croissantes lors de la guerre civile du Yémen<sup>78</sup>. Malgré la rupture diplomatique intervenue le 3 janvier 2016, le gouvernement de Rohani a essayé d’améliorer les relations entre les deux rivaux régionaux, mais il semble que les Gardiens de la Révolution, encouragés par le clergé du réseau Haqqani (un groupe armé islamiste) soient déterminés à maintenir la pression<sup>79</sup>. Le soutien apporté aux rebelles Houthis chiites au Yémen permet en effet à Téhéran d’affaiblir et de détourner Riyad de la région Syrie-Irak au nord, bien plus importante aux yeux de l’Iran

### Israël, le « Petit Satan »

Avant l’arrivée au pouvoir du clergé chiite et l’instauration d’une théocratie, les relations israélo-iraniennes étaient relativement cordiales : l’Iran a été le deuxième pays musulman à reconnaître Israël en 1950 et les deux pays coopéraient dans les domaines militaire, technologique, agricole et pétrolier. C’est après l’instauration de la République islamique que l’Iran et Israël rompent leurs relations diplomatiques : l’ayatollah Khomeini définit alors Israël comme un « Petit Satan » subordonné aux États-Unis, tandis que Téhéran se positionne désormais en défenseur de la cause palestinienne et en ennemi juré de l’État hébreu. Dès 1982, Khomeini suscite la création du Hezbollah au Liban, pays qui abrite une forte communauté chiite ; par procuration, cette milice est chargée de combattre l’armée israélienne déployée dans le Sud du pays, même s’il semble qu’Israël, sous l’égide des États-Unis, ait vendu des armes à la République islamique pendant sa guerre contre l’Irak. La mort de Khomeini en juin 1989 n’a pas infléchi la politique iranienne, bien au contraire : le président Ahmadinejad a renforcé la logique de confrontation avec Israël, et plus généralement avec l’Occident. La mise en œuvre du **projet d’« axe de résistance » face à Israël**, théorisé par le Guide suprême, passe notamment par le recours au terrorisme et le soutien à des groupes paramilitaires chiites (armes, matériel militaire...) soutenus par les Al-Qods, qui luttent aussi contre l’État islamique en Irak et en Syrie. Ce sont désormais des vecteurs importants de l’influence régionale iranienne.

**Du point de vue israélien, l’Iran incarne « une menace obsidionale »<sup>80</sup>.** Non seulement en raison du risque potentiel d’un encerclement par un « croissant chiite » initié par la République islamique, ce qui sous-tend l’action diplomatique de l’État hébreu au Levant. Mais plus encore à cause du programme nucléaire iranien qui pourrait remettre en cause son monopole de puissance nucléaire au Moyen-Orient. Par

<sup>78</sup> RODIER, Alain. *Face à face : Téhéran – Riyad, vers la guerre ?*, H&C, 2018

<sup>79</sup> REZAEI, Farhad. *Iran’s foreign policy after the nuclear agreement*, Palgrave Macmillan, 2019

<sup>80</sup> MARTEU, Elisabeth. « L’Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », in THERME, Clément (dir.). *L’Iran et ses rivaux. Entre nation et révolution*, Passés composés, 2020.



conséquent, la signature de l'accord de Vienne en 2015 fut vigoureusement dénoncée par Benjamin Netanyahu, selon qui le JCPOA n'empêcherait pas les Iraniens de se doter de l'arme nucléaire, pas plus qu'il ne pourrait contenir le développement des missiles balistiques ou endiguer l'influence régionale de Téhéran. Il fut finalement entendu par le président Donald Trump qui n'hésita pas en 2018 à se retirer unilatéralement du « *pire accord jamais signé par les États-Unis* »<sup>81</sup>, avant de procéder au renforcement drastique du régime des sanctions contre l'Iran. En parallèle du soutien diplomatique et militaire américain qu'il recherche prioritairement, Israël est depuis engagé dans un rapport de force accentué avec l'Iran, qui passe notamment par une guerre de l'ombre dont le dernier épisode est une nouvelle explosion survenue le 11 avril 2021 sur le site nucléaire de Natanz, qui abrite une usine d'enrichissement d'uranium déjà frappée en 2020. Comme le rappelle Élie Cohen, ministre du Renseignement israélien, « *tout le monde sait qu'Israël est une véritable puissance militaire et technologique. Nous avons des capacités défensives et offensives. Nous figurons aujourd'hui parmi les trois pays les plus performants au monde en ce qui concerne les activités dites cyber* ». <sup>82</sup>

### Le Hezbollah au Liban, un allié précieux dans la région

Les liens du Hezbollah avec l'Iran sont à la fois idéologiques et financiers. **Le Hezbollah incarne une sorte de « cheval de Troie »<sup>83</sup> de la République islamique d'Iran sur le flanc nord d'Israël.** L'Iran demeure son principal bailleur de fonds, même si l'organisation tend à rechercher son indépendance en s'impliquant dans différents trafics (drogues, diamants, armes...), afin de financer ses activités militaires. La République islamique d'Iran entretient des liens étroits avec des personnalités libanaises importantes comme :

- Hassan Nasrallah, sorte de « Guide suprême » libanais, devenu le dirigeant du Hezbollah à la demande de l'Iran ;
- Kassir Abdullah, directeur général de la chaîne de télévision Al-Manar appartenant au Hezbollah, qui peut être considéré comme le directeur de la propagande de l'organisation.

Dans le cadre plus large du projet de constituer un « croissant chiite », l'une des importantes missions de la force Al-Qods serait d'œuvrer à un corridor sécuritaire reliant l'Iran à la côte méditerranéenne, dans la région de Lattaquié en Syrie et à Beyrouth au Liban. Téhéran pourrait ainsi y jouir de facilités navales et faciliter les livraisons d'armes au Hezbollah<sup>84</sup>. Plus largement, ce corridor pourrait faciliter la création d'une zone d'échanges économiques entre l'Iran, l'Irak et la Syrie.

### La Turquie, allié ou concurrent ?

Les relations entre les civilisations perse et ottomane sont aussi anciennes qu'elles ont pu être conflictuelles ou proches selon les époques. Pour la période contemporaine, la Guerre froide a réuni les deux pays dans le Pacte de Bagdad, outil de la politique américaine d'endiguement du communisme. Les années 1980 ont au contraire marqué l'éloignement stratégique des deux voisins, la Turquie resserrant ses liens avec Washington et Israël tandis que Téhéran promouvait la révolution islamique au Proche et Moyen-Orient. L'élection du président turc Erdogan, dont le parti AKP (Parti de la justice et du développement) défend un

<sup>81</sup> DAOU, Marc « Iran - Israël, les meilleurs ennemis du monde », *France 24*, 12/05/2018.

<sup>82</sup> « Le gardien des secrets d'Israël, entretien avec Elie Cohen », *Politique internationale*, n° 69, automne 2020.

<sup>83</sup> GHANNAD, Hervé. *Identité et politique extérieure de l'Iran*, Studyrma, 2013.

<sup>84</sup> RODIER, Alain. *Face à face : Téhéran – Riyad, vers la guerre ?*, H&C, 2018

islam politique qui fait écho au projet du gouvernement iranien, a marqué un infléchissement. La République islamique a pu bénéficier du soutien de la Turquie après le retrait des États-Unis de l'accord de Vienne et le rétablissement des sanctions internationales, l'Iran ayant besoin d'un partenaire commercial fiable et la Turquie d'un accès au pétrole iranien. Par ailleurs, les deux pays ont participé au processus d'Astana et à la politique des « zones de désescalade » en Syrie initiés par la Russie, et semblent plus ou moins s'accorder sur les dossiers palestinien et kurde<sup>85</sup>.

**S'il semble que les deux pays aient des relations de coopération plus approfondies, leurs positions sur la politique régionale restent partagées :** « *face à la politique étrangère iranienne, toujours alignée sur la cause chiite, Erdogan se pose peu à peu en protecteur des sunnites* »<sup>86</sup>, ce qui l'a amené à condamner la présence de milices chiites soutenues par la République islamique en Irak. En guise d'avertissement, la Turquie a d'ailleurs envoyé des troupes à sa frontière avec l'Irak, prêtes à intervenir si les sunnites étaient les victimes collatérales d'opérations menées contre l'État islamique à Mossoul ou Tell Afar. Cette rivalité entre le protecteur régional des sunnites et l'Iran chiite limite également la portée de leur coopération dans le conflit syrien : le président Erdogan souhaite la chute du régime d'Assad, alors que l'Iran et la Russie, également parties prenantes des négociations sur l'avenir de la Syrie, soutiennent une autre voie<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> DUCLOS, Michel. « La Turquie et l'Iran : deux navires amiraux dans la tempête du Proche-Orient », in THERME, Clément *Op. cit.*

<sup>86</sup> DJALILI, Mohammad-Reza ; KELLNER, Thierry. « Ankara et Téhéran, alliés ou concurrents ? », *Le Monde diplomatique*, Janvier 2017.

<sup>87</sup> REZAEI, Farhad. *Iran's foreign policy after the nuclear agreement*. Palgrave Macmillan, 2019.

## 7 | CONCLUSION : 2021, ANNÉE CRUCIALE ?

En dépit de la « pression maximale » imposée par Washington, de la contestation sociale interne et de la crise économique qui s'aggrave depuis le début de l'année 2020, la République islamique fait incontestablement preuve d'une grande capacité de résilience et sait opportunément prendre appui sur les crises internes ou régionales qui l'affectent. Après des années d'austérité et en l'absence d'une stratégie globale claire, la République islamique d'Iran, incarnée pour peu de temps encore par un Hassan Rohani impuissant, s'est davantage focalisée sur la poursuite de son programme nucléaire et sa sécurité régionale, au risque de s'attirer les foudres internationales. L'avenir proche des Iraniens pourrait à cet égard dépendre en bonne part de l'évolution des relations avec le nouveau gouvernement américain formé par Joe Biden et, en particulier, de la reprise des discussions sur le programme nucléaire et les sanctions économiques. En effet, **le maintien du régime des quelque 1500 sanctions internationales, obstacle majeur au développement de l'économie iranienne et au rétablissement de liens commerciaux avec l'Europe**, signifierait inévitablement une prolongation de la confrontation avec l'Occident, un étranglement de l'économie du pays et une stagnation de la situation politique, sociale et économique.

**L'arrivée au pouvoir de Joe Biden a ouvert la possibilité d'un infléchissement de la politique américaine** à travers la volonté affichée de reprendre les discussions sur l'accord de Vienne et la nomination de Robert Malley comme responsable de l'Iran au Département d'État. **L'enjeu principal concerne désormais le périmètre des discussions sur le nucléaire iranien.** Les États-Unis poussent à leur élargissement pour y inclure deux nouveaux dossiers : l'influence régionale de l'Iran à travers les questions du Hezbollah, de la guerre en Syrie et au Yémen, de la situation en Irak d'une part ; le programme balistique iranien d'autre part, qui concerne aussi directement ses alliés israélien ou saoudien directement exposés aux attaques iraniennes. De son côté, l'Iran revendique quant à lui retour au seul texte de 2015 et s'efforce d'instaurer un rapport de force favorable avec ses récentes annonces successives sur l'enrichissement de l'uranium à 20 % puis 60 %, sur le nombre et la modernisation de ses centrifugeuses, etc. *« L'Iran souhaitait non seulement répondre à l'assassinat ciblé d'un responsable du programme nucléaire Mohsen au mois de novembre 2020, [...] faire monter les enchères face à l'administration Biden, mais aussi à Paris et Berlin en réponse à l'assassinat. Téhéran espère en effet favoriser ainsi le retour à des négociations limitées au seul dossier nucléaire, en évacuant les autres dossiers que les grandes puissances parties à l'accord souhaiteraient inclure : programme balistique, politique régionale et droits de l'homme »*<sup>88</sup>.

**Donnée clé du dossier, les élections présidentielles programmées en Iran le 18 juin 2021 constituent un rendez-vous de première importance, au plan intérieur comme au plan international.** A cet égard, les États-Unis pourraient s'efforcer de parvenir à une première avancée diplomatique avant la désignation du successeur de Rohani, dans l'impossibilité de se représenter, tant monte la crainte qu'au « *pouvoir des hommes en turban succède celui des hommes en bottes* »<sup>89</sup>. Ils devront pour cela surmonter les vives craintes de leurs alliés régionaux, au premier rang desquels se distinguent Israël et l'Arabie saoudite, ainsi que, dans une moindre mesure, les Émirats arabes unis.

<sup>88</sup> THERME, Clément. « Téhéran-Washington : vers la désescalade ? », *Diplomatie. Les grands dossiers*, n° 60, février-mars 2021.

<sup>89</sup> ESHRAGHI, Ali Reza ; MAHDAVI, Amir Hossein. « The Revolutionary Guards Are Poised to Take Over Iran », *Foreign Affairs*, 27 août 2020.